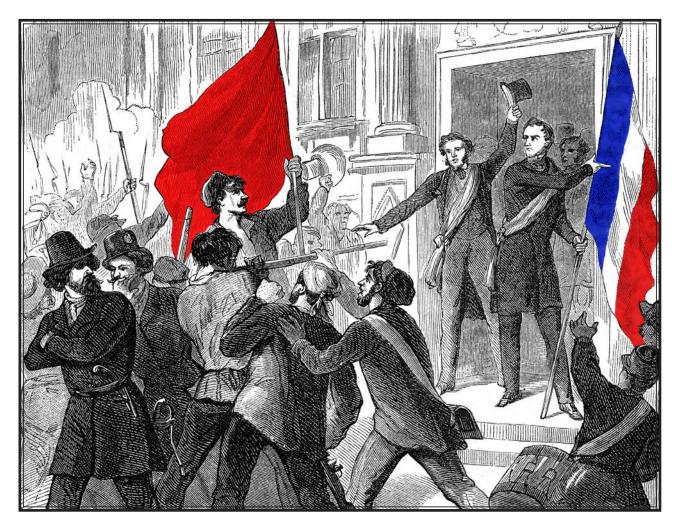
# La fin de la Préhistoire



Février 1848 : drapeau tricolore et drapeau rouge

# L'Est

# La 4<sup>ème</sup> Défaite du Peuple mondial

# En couverture: Le 25 Février 1848, à Paris, le peuple se présente en masse devant l'Hôtel de Ville, où siège le Gouvernement provisoire, pour réclamer le remplacement du drapeau tricolore par le drapeau rouge comme symbole du caractère social de la nouvelle révolution. Il faudra les talents d'orateur du "poète" Lamartine pour repousser provisoirement le drapeau rouge... puis ceux du boucher Cavaignac (appelé à la rescousse par Lamartine!), lors du carnage de Juin, pour mâter sévèrement le mouvement populaire pour la république sociale. (note de l'Édition.)

## Le défi : la mort de Marx

Le monde officiel, celui de la télévision, de l'école, des églises et des partis, proclame en chœur "l'effondrement du communisme", la "faillite du marxisme". Le consensus à ce sujet est total, englobant même les extrémistes, anarchistes et néo-nazis.

Tel est le défi qui nous est lancé et que nous relevons, convaincus de la nécessité d'évacuer l'atmosphère sociale de cette intoxication générale qui contribue à précipiter le genre humain dans la barbarie intégrale.

Ceux qui crient "Marx est mort", en exploitant la chute du Mur de Berlin et en brandissant l'épouvantail de Staline, ne sont que les agents publicitaires de la Mafia financière dominante qui opprime le peuple. Tout ce bruit n'est le fait que de quelques apologistes du capitalisme parasitaire. Ces faux intellectuels encouragent à l'autocensure, imposée à tous, et attisent la violence destructrice des déclassés qui prolifèrent avec la décomposition sociale.

Face à cette démagogie, il faut bien qu'une avant-garde se signale et dénonce ce procédé qui consiste à jaser sur la déroute du socialisme, pour faire croire que l'on prend à cœur la cause de l'émancipation sociale.

Certes, l'écroulement de la Russie khrouchtchévienne et ses satellites de l'Europe de l'Est, du Vietnam et de Cuba, la faillite des partis, dits communistes, d'Occident et la nullité du communisme dans le Tiers-Monde, constituent le problème clef de notre époque. Mais cela ne fait que démontrer l'urgente nécessité d'une analyse critique des succès et des échecs du mouvement engagé depuis 1848, pour la République Sociale Universelle.

La question se pose même sérieusement, de savoir si l'avant-garde populaire doit ou non conserver la "chemise sale" du communisme, pour reprendre l'expression utilisée par Lénine, en 1919, à propos du socialisme. Mais à cette question, ce ne sont pas les intellectuels de gouvernement qui sont en mesure de répondre. Seuls les marxistes peuvent entreprendre une étude critique de la situation catastrophique du mouvement salarial actuel. Seuls les marxistes peuvent tirer les conséquences pratiques qui en découlent, et faire taire ainsi ceux qui ressassent sans fin et sur tous les tons que "le marxisme est dépassé".

\_\_\_\_\_

# Le 25 Février 1848

# 25 Février 1848 : drapeau politique et drapeau social s'affrontent

La question sociale éclate avec la Révolution de Février à Paris, sur les barricades de 1848. La révolution Politique, qui avait culminé en 1789 expire, la révolution Sociale s'annonce au grand jour. La chose s'exprime dans l'affrontement des deux drapeaux : le drapeau national tricolore et le drapeau rouge international.

#### • La République Démocratique

La nuit précédant le 24 Février 1848, Paris élève des barricades. Au matin, les troupes se replient devant la garde nationale. Ensuite, les barricades s'avancent jusqu'auprès des Tuileries. Enfin, les casernes sont forcées à la capitulation et les soldats fraternisent avec le peuple. Alors, le roi Louis-Philippe abdique, le personnel d'ancien régime s'enfuit, les politiciens de Gauche se proclament Gouvernement provisoire.

La Gauche, propulsée au gouvernement par 300 mille hommes soulevés, ergote à propos du régime à substituer à la royauté parlementaire. Chez les classes dominantes, de 1795 à 1840, l'idée de République était devenue tabou, synonyme de "Jacobins", de "Terreur". Depuis lors, ce sont les salariés qui l'ont redécouverte, et réhabilitée dans les rangs populaires. Garnier-Pagès décrit les angoisses du gouvernement provisoire : "proclamer" la République semblait trop affirmatif; déclarer "désirer" la République était une expression jugée plus convenable; on décida d'annoncer "vouloir" la République... "sauf ratification par le peuple"!

Néanmoins le gouvernement, prisonnier de l'embrasement populaire, proclame : "Tout citoyen est magistrat" ; "Tous les citoyens font partie de la garde nationale". Chacun magistrat ? Ce n'est pas "donner son avis" de temps à autre dans l'isoloir ! C'est participer directement au gouvernement, maîtriser de façon responsable et permanente l'administration. Tous gardes nationaux ? Ce n'est pas la conscription militaire ! C'est avoir en main l'armée défensive qui est le gage même de la qualité de citoyen-magistrat, c'est subordonner l'armée à la police, la "ligne" à la "milice". Pensons au fait qu'à présent, la soidisant police est, à l'inverse, essentiellement militarisée !

Le peuple s'était soulevé au nom du droit de réunion. La liberté de presse, de réunion et d'association, tout se concentra dans la floraison des "clubs", c'est-à-dire dans la tenue d'assemblées populaires permanentes. Immédiatement, tout le monde voulut se réunir. On se rassemblait d'abord dans le but de discuter une question spéciale : démarche, pétition, adresse au gouvernement. Le bureau formé, on se déclarait en permanence. Socialistes de Considérant, communistes de Cabet, saint-simoniens de Buchez, révolutionnaires de Blanqui, démocrates de Mazzini, tous avaient leur club. Les Écoles aussi. Les arrondissements avaient le leur. La droite et le clergé ne s'abstenaient pas d'exercer leur droit de réunion. Enfin, les nationalités se groupaient : Italiens, Allemands, Polonais,

Belges. Même les détenus politiques s'assemblaient. Le Club des Droits de l'Homme connut rapidement un accroissement considérable, créa un pouvoir dans Paris et leva des bataillons armés.

Les assemblées passaient en revue tous les systèmes. Chaque assistant parlait à tout propos. La curiosité conduisait au club. Les clubs dans les salles ne suffirent pas, on multiplia les clubs en plein vent. Sur les places publiques, au coin des rues, le jour, la nuit, pauvres, riches, ouvriers, bourgeois, femmes, enfants, s'arrêtaient, s'attroupaient, causaient. À tous était accordée la liberté de répandre ses pensées dans un journal. Nul obstacle à la lumière, plus de chicaneries du timbre et du cautionnement. C'était aux théories à lutter contre les théories. On s'assemblait autour d'une affiche. Les placards de toutes grandeurs et de toutes couleurs furent prodigués à tel point que les proclamations du gouvernement se trouvaient noyées. Pensons au fait qu'à présent, à l'inverse, toute prétendue élection, sans exception, est plébiscitaire!

Au lendemain de la victoire, le 25 Février au matin, l'exaltation régnait, non seulement sur la place et sur les marches de l'Hôtel de ville, mais à l'intérieur même de la maison commune. "La crainte que la République ne fût pas proclamée" était si grande que Martin de Strasbourg ne put parvenir à calmer la méfiance ouvrière qu'en faisant signer par un des membres du gouvernement ces simples mots : "Vive la République". Ce papier, lu par lui, fut arraché de ses mains pour être publié et affiché dans Paris.

#### • La République Sociale

La République démocratique est peu de chose pour le nouveau peuple salarial. Civiliser (livrer aux civils) la politique n'est qu'un moyen. La fin, c'est de résoudre la Question Sociale, d'émanciper le travail. Et c'est sur cela que portent les "luttes de théories" au sein des Clubs. Les controverses, à ce propos, entre les diverses sections du peuple, sont non seulement inévitables, mais tout à fait nécessaires. Autrefois, les diverses sections d'exploiteurs, elles aussi, débattaient ardûment, au Parlement, de leurs intérêts variés : fermiers et manufacturiers, importateurs et exportateurs ; mais essentiellement quant à l'alimentation du budget de l'État et l'usage qu'il devait être fait des finances publiques.

Le 25 Février, c'est encore par la pression de la rue que le gouvernement provisoire va se voir contraint d'officialiser le véritable caractère du mouvement engagé, la tendance à la République Sociale.

Un ouvrier, homme vigoureux, M. Marche, s'autorisant d'une prétendue (?) délégation et servi par sa force physique, parvient à s'ouvrir un chemin. Il se présente devant le gouvernement provisoire. L'œil en feu, frappant le parquet de la crosse de son fusil, il remet une pétition d'une députation d'ouvriers, appuyée par le journal *La Démocratie Sociale*. Il s'écrie : "Citoyens, l'Organisation du Travail, le droit au travail dans une heure! Telle est la volonté du peuple. Le peuple attend!". Les atermoiements officiels n'y feront rien, un décret est arraché aux nouvelles autorités :

"Le Gouvernement s'engage à garantir du travail à tous les citoyens ; Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail".

Tel quel, le fameux décret ne règle rien. Il indique même très confusément la voie qui résoudrait la question sociale. Ce qui importe, pourtant, c'est l'aveu solennel que le capitalisme civilisateur a fait son temps, que l'heure est venue du travail associé. Les flots de sang répandus par le Parti de l'Ordre en Juin 1848, et la compression sociale exercée toujours plus sévèrement, depuis lors jusqu'à nos jours, tout cela ne pourra effacer la confession faite au 25 Février 1848 de la nécessité de la république sociale.

#### • La République Rouge

Quelle journée que ce 25 Février! Un nouveau flot de peuple se lance sur l'Hôtel de ville. De toutes parts s'élève un cri : "le drapeau rouge!". Veulent-ils un symbole nouveau d'une révolution plus ardente? s'exclame le vieil homme de gauche. Une véritable panique gagne jusqu'aux appartements où le gouvernement a installé à la hâte ses bureaux.

Garnier-Pagès se porte à la croisée la plus voisine. Il parvient à se faire écouter : "Pourquoi vouloir changer le drapeau tricolore ? C'est le symbole de l'abolition du servage en 1789. C'était le drapeau de la première République. Il doit être pur de tout excès".

Lamartine, de son côté, se fraie un passage à travers les masses armées. Il parvient sous la voûte de l'escalier principal de la mairie. L'on entend, au milieu du retentissement des armes à feu, les cris : "Le drapeau rouge ! Le drapeau rouge !". Au bout d'une perche, en effet, flotte cet emblème, fait d'un morceau de velours rouge. La vue de Lamartine finit par triompher du bruit. Le voilà qui entame une envolée lyrique : "N'est-il pas indigne de vouloir commander au gouvernement d'arborer en signe de concorde l'étendard de combat à mort entre les citoyens d'une même patrie! J'aimerais mieux le drapeau noir qu'on fait flotter dans une ville assiégée. Voulez-vous que le drapeau de votre République soit plus menaçant et plus sinistre que celui d'une ville bombardée? Citoyens! vous pouvez faire violence au gouvernement, lui imposer une république de parti et un pavillon de terreur. Quant à moi, jamais ma main ne signera ce décret. Je repousserai jusqu'à la mort ce drapeau de sang. Le drapeau rouge n'a jamais fait que le tour du Champ de Mars, traîné dans le sang du peuple en 1791 et 1793 ; le drapeau tricolore a fait le tour du monde, avec le nom, la gloire et la liberté de la patrie." À peine l'orateur a-t-il fini que l'enthousiasme s'empare des esprits. Lacéré et jeté sur le pavé, le drapeau rouge disparaît. Cette tentative de drapeau rouge se propagea dans Paris. Elle fut renouvelée aux portes de plusieurs édifices et de certains journaux. Partout elle fut enrayée. La Révolution eut-elle à redouter d'expirer dans l'anarchie? commente l'historien de gauche. Cependant l'agitation n'était pas si bien apaisée qu'elle ne put renaître d'impulsions nouvelles. Aussi le gouvernement provisoire publia-t-il immédiatement une proclamation et un décret : "Le Coq gaulois et les trois couleurs étaient nos signes révérés quand nous fondâmes la République en France. Ils furent adoptés par les glorieuses journées de Juillet 1830. Ne songeons pas, citoyens, à les supprimer et à les modifier"; "Le gouvernement déclare que la nation adopte les trois couleurs comme elles l'étaient pendant la République. Ce drapeau portera ces mots : République française".

Le matin du 26 Février, cependant, ramena la foule et le bruit sur la place de l'Hôtel de ville. Bientôt apparurent les drapeaux rouges, non plus improvisés comme la veille, de lambeaux arrachés au hasard, mais faits d'amples étoffes aux larges plis et à la couleur

brillante. On vit alors se renouveler les scènes de la veille : clameurs, accusations de trahison, assaut sur l'escalier principal. À un moment, quelques individus parvinrent à se hisser jusqu'au-dessus de la porte principale et à attacher un drapeau rouge à la statue de Henri IV. Écho des sentiments du dehors, Louis Blanc proposa au Conseil de changer les couleurs nationales et d'adopter le drapeau rouge. Suivant lui, "à toute grande révolution, il faut un drapeau propre". En 1789, argumenta-t-il, le drapeau tricolore fut adopté pour donner un emblème à la conciliation du roi et du peuple : aux rouge et bleu, couleurs du tiers-état parisien, on allia le blanc, couleur de la royauté. Donc le drapeau national porte l'idée d'un compromis, il garde trace des préjugés monarchiques. Pourquoi conserver la couleur de la royauté, à présent qu'on ne reconnaît plus que la souveraineté du peuple? Pourquoi un drapeau dont la diversité des couleurs laisse manifeste la distinction des classes? Les ouvriers demandent un drapeau rouge comme signe d'unité sociale. D'ailleurs, le drapeau rouge fut déjà l'étendard des Gaulois en lutte contre Rome; et il reparaît à présent comme le drapeau des barricades, celui du peuple. On répondit à Louis Blanc : vous voulez déchirer le drapeau de 89, celui de la Marseillaise! Celui-là même que l'Incorruptible demanda à David de dessiner! Vous travaillez au désordre, à inaugurer la guerre civile perpétuelle! Louis Blanc était seul de son avis, mais ne cédait pas. Il fallait mettre un terme aux débats. On décida par décret, qu'au drapeau national maintenu, on attacherait une rosette rouge à la hampe. On ne vit plus alors dans Paris que rosettes rouges à toutes les boutonnières, signe de la nouvelle révolution. Plus tard, la rosette disparut, comme à d'autres époques – ajoute le politicien de gauche – les fleurs de lys, les bouquets de violettes, comme tous les signes d'une heure et de circonstance...

Garnier-Pagès, membre du gouvernement provisoire, notre référence, ne s'avère guère perspicace, ni quant à la nature de la révolution de Février, ni quant à la destinée du drapeau rouge ; c'est le moins qu'on puisse dire! Évidemment, la sagesse historique exige un choix exactement inverse de celui des officiels de triste mémoire au 26 Février. C'est d'un drapeau rouge orné d'une rosette tricolore, qu'il est besoin, pour désigner la circonscription de France de la République Sociale Universelle. Mais cela, c'est le long purgatoire des luttes du salariat qui doit l'imposer.

L'on sait comment le Parti de l'Ordre, sous la direction de la vedette "républicaine" nommée Cavaignac, écrasa finalement les Rouges en Juin 1848. Depuis cette date, le temps est définitivement révolu où la bourgeoisie progressive a l'audace de pousser les salariés et

le peuple dans la rue. Depuis cette date, de même, l'institution libérale de la Garde Nationale est tenue pour périmée. Depuis cette date, le Code Pénal veille à ce qu'on ne puisse évoquer la Question Sociale.

Et pourtant! La question n'en reste pas moins pendante, et sous le vernis de la démocratie dictatoriale, de l'État policier, elle n'a fait autre chose que s'envenimer. L'enjeu est plus aigu que jamais : ou bien la République Sociale, ou bien la barbarie intégrale!

## Le Drapeau Rouge

En 1877, Paul Brousse, ex-communard réfugié en Suisse, écrivit ce chant célèbre :

#### Refrain:

Regardez, regardez : le voilà!
Il flotte et fièrement il bouge,
Ses longs plis au combat préparés.
Osez, osez le défier,
Notre superbe drapeau rouge,
Rouge du sang de l'ouvrier (bis).

#### Ш

Mais planté sur les barricades Par les héros de Février, Il devint pour les camarades Le drapeau du peuple ouvrier.

#### IV

Noble étendard des prolétaires Des opprimés sois l'éclaireur; À tous les peuples de la terre Porte la paix et le bonheur.

\_\_\_\_\_

# La Question Sociale

## Sa nature : L'aliénation du Salariat

Brutalement, il y a 150 ans, avec l'apparition du drapeau rouge sur les barricades de 1848, surgit un problème que l'on ignorait totalement auparavant et qui reste le seul et unique à résoudre : celui de la Question Sociale. Pour la première fois, en effet, en 1848, la jeune classe sociale des salariés lutte pour son émancipation, et remet en cause les relations de travail et les relations économiques tout entières qui pèsent non seulement sur les salariés eux-mêmes, mais sur les classes moyennes, les entreprises responsables et audelà, sur les ménages, les femmes, les jeunes et les vieux.

Mis à jour en 1848, le problème social est-il aujourd'hui résolu ? De l'avis même d'une personnalité contemporaine, le général de Gaulle, rien n'est réglé. Voici l'une de ses déclarations prise dans le premier volume de ses **Mémoires d'Espoir**:

"Il manque à la société mécanique moderne, un ressort humain qui en assure l'équilibre. Le système social, qui relègue le travailleur — en fut-il convenablement rémunéré — au rang d'instrument et d'engrenage, est en contradiction avec la nature de notre espèce, voire d'une saine productivité. Sans contester ce que le capitalisme réalise, le fait est qu'il porte en lui-même les motifs d'une insatisfaction massive et perpétuelle. Il est vrai que des palliatifs atténuent les excès du régime fondé sur le laisser-faire, mais ils ne le guérissent pas de son infirmité morale."

"D'autre part, le communisme, s'il empêche en principe l'exploitation des hommes par d'autres hommes, comporte une tyrannie adverse imposée à la personne, sans obtenir, quant à l'ensemble du progrès technique, des résultats égaux à ceux qui s'obtiennent de la liberté."

"Condamnant l'un et l'autre de ces régimes opposés, je crois que tout commande à notre civilisation d'en construire un nouveau qui règle les rapports humains de telle sorte que chacun participe directement aux résultats de l'entreprise, et apporte en dignité d'être responsable de la marche de l'œuvre collective. N'est-ce pas là la transposition, sur le plan économique, de ce que sont, dans l'ordre politique, les droits et les devoirs du citoyen ?"

La panacée sociale gaulliste s'intitulera : "participation des salariés aux fruits de l'expansion" ou troisième voie entre le marxisme "totalitaire" et le capitalisme "sauvage". Il s'agira de la fameuse "réforme pan-capitaliste" des Loichot, Capitant et Wallon qui, en 1967, se proposaient de "désaliéner les travailleurs sans spolier les propriétaires".

L'échec de ce "capitalisme populaire" a fait beaucoup moins de bruit que la soi-disant "faillite du communisme" aujourd'hui. La raison en est simple. Ce que l'on tente d'enterrer, sous le nom de marxisme, et de déclarer périmée, c'est la question sociale, le besoin d'émancipation du salariat, sur laquelle repose la libération du peuple mondial.

\_\_\_\_

# Son origine : Le libéralisme social

L'origine de la question sociale remonte plus haut que son officialisation, en quelque sorte, dans l'affrontement de Février 1848 qui vit brandir le drapeau rouge. Cette origine se situe, en fait, 50 ans plus tôt, dès le triomphe de l'ordre civilisé qui s'exprima par la **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen** de 1789. Durant près d'un demisiècle, en effet, le libéralisme bourgeois s'est vu débordé sur sa propre base, dans le sens du libéralisme social, par vagues successives.

- 1- Les premiers germes du mouvement qui portera le salariat à supplanter la bourgeoisie industrielle, dans la direction sociale, émergent au sein même du Jacobinisme, au lendemain de la chute de Robespierre en juillet 1794.
- 2- Le retournement dans le rapport d'influence du libéralisme s'effectue à partir de 1830, quand, à la contestation des "patriotes" sous le drapeau blanc de la Restauration, se substitue celle des "républicains" de la monarchie tricolore du roi bourgeois Louis-Philippe.

Voici quelles sont les phases qui marquent les antécédents directs de la question sociale, envisagées du côté de l'action par le pôle politique, et du côté de la pensée par le pôle philosophique; suivons le fil rouge de la contestation sociale et de l'expression philosophique qui l'accompagne :

Le Libéralisme Social		
	Politique	Philosophique
1795	Le Mouvement des Égaux illustré par Babeuf et les révolutionnaires, fils de la Constitution de 1793	Claude de St Martin
1820	La Charbonnerie et les patriotes des Sociétés secrètes	Fabre d'Olivet
1830	Les Républicains des Droits de l'Homme représentés par A. Blanqui	Saint-Simon
1840	La Ligue des Justes ou le « communisme ouvrier » de Weitling	Pierre Leroux

Le tournant de 1830, sous l'effet de la montée plus rapide du salariat industriel que du capital industriel, fut remarqué universellement. C'est pourquoi on parle, depuis lors, du "socialisme français". Maxime Leroy écrit : "De 1830 à 1848, il y a une effusion sociale comme il n'y en a jamais eu". Le journal républicain La Tribune proclame, en 1829, qu'il faut "cesser de chercher l'opinion publique dans les clabauderies de salon... Si un député se veut un représentant du peuple, il doit exprimer non pas les idées et les intérêts des 100 mille électeurs possédants, mais des autres citoyens". Enfin Michelet s'émerveille de ce "volcan de livres", de cette "éruption d'utopies socialistes".

À partir de 1840, c'est en effet le règne proprement dit de l'"Utopisme", dernier mot du libéralisme social, exprimant les besoins du salariat dans des formes encore bourgeoises. L'échec du coup de main des 500 blanquistes, du 12 mai 1839, ferme une époque, tandis que la vague de grèves de 1840 en ouvre une nouvelle, dans laquelle la lutte se mène explicitement en référence au salariat dont les rangs ont grossi. C'est le début de la Révolution industrielle, illustrée par le chemin de fer et saluée par la véritable naissance de la Bourse des Valeurs, en 1841, qui devient le temple des valeurs industrielles, le marché des actions de Commandite, pour lesquelles l'engouement est extravagant cette année-là. Le surgissement de la force du salariat urbain est attesté par les travaux connus de Villermé (1839 – État physique et moral des ouvriers) et de Buret (1840 – La misère des classes laborieuses en Angleterre et en France). On constate que dans ces deux pays, les plus avancés de la planète, la question sociale, arrivant à maturation, se manifeste de façon complémentaire : politique pour la Grande-Bretagne et économique pour la France.

• En **Grande-Bretagne**, l'expression politique et spontanée des salariés prend la forme du célèbre et historique mouvement chartiste. L'ouvrier **W. Lovett**, fondateur en 1836 de l'**Association des Ouvriers Londoniens**, anime le programme chartiste, consigné dans la Charte du Peuple, rédigée en 1838 par Francis Place. Ce programme revendique un suffrage universel conçu dans l'ambiance libérale, c'est-à-dire des élections à la proportionnelle, un Parlement annuel, la rémunération des députés pour permettre aux gens du peuple d'être tous représentants. Laissons, à ce sujet, s'exprimer Lovett :

"Le droit de vote n'est rien en lui-même; il n'est qu'un instrument nous permettant d'atteindre notre but. Et ce but doit être de résoudre la question qui n'a jamais été discutée dans aucune assemblée législative : comment utiliser les ressources du pays, de manière à améliorer le bien-être et élever le niveau intellectuel de la population, dans sa totalité ?" (1838).

Par la revendication du suffrage universel, les chartistes anglais proposent une remise en cause totale des trois pouvoirs du libéralisme bourgeois, notamment du pouvoir législatif qui, livré à l'initiative d'assemblées populaires et de clubs, rendrait enfin la politique aux civils, provoquant du même coup l'extinction des fonctionnaires remplacés par des élus.

• Tandis que l'Angleterre défend son mot d'ordre politique, la France simultanément lance un projet d'association économique par l'intermédiaire du fameux pamphlet de Louis Blanc : l'Organisation du Travail, qui parait en 1839. Pour disqualifier progressivement les entreprises capitalistes, où le capital l'emporte sur le travail, Louis Blanc exprime la nécessité de coopératives de production. Encouragées par les pouvoirs publics, et non pas étatisées, ces coopératives substitueront l'Association des personnes à l'Association de

capitaux, et entraîneront, ainsi, l'extinction de l'entreprise commerciale. L'Économie, au lieu d'être livrée aux lois aveugles du marché, se trouvera nécessairement soumise à une direction sociale consciente.

De part et d'autre de la Manche, "une nouvelle catégorie, le peuple des salariés" (M. Leroy), se préoccupe de "civiliser" la politique et de politiser l'économie.

\_\_\_\_\_

La fermentation sociale qui s'accentue entre 1840 et 1850, s'exprime d'autres manières significatives, à la fois chez les personnages publics, que l'on pourrait appeler les Réalistes, et les Utopistes déjà évoqués.

- Chez les Réalistes, elle se manifeste à travers "la profession de foi radicale" de Ledru-Rollin, en juillet 1841, et par la naissance du journal ouvrier de Buchez : *L'Atelier*, en septembre 1842.
- Chez les Utopistes, qui se radicalisent et se différencient, elle prend une forme nouvelle. Autour de Considérant, se regroupent les "socialistes phalanstériens" (Croyants), et autour de Dézamy, les athées du "Communisme expérimental".

En résumé, le fil conducteur de ces 50 ans de développement du socialisme libéral (environ de 1800 à 1850) est objectivement la **naissance du salariat** et, subjectivement, la référence à la **Déclaration des Droits de 1793** qui, par opposition à celle de 1789, cesse de "ranger implicitement dans les droits naturels, le droit de propriété, qui est, en fait, un droit social" (Voyer d'Argenson, en 1834, à la Chambre des députés). Cet examen critique du droit de propriété est la base solide du libéralisme social, qui révèle comme intégralement historique, un droit jusqu'alors dit "naturel". La trilogie célèbre, "Liberté, Égalité, Fraternité", apparaît sous son vrai jour :

- la Liberté est celle de commercer : c'est le règne des propriétaires ;
- l'Égalité, c'est l'égalité devant la loi, c'est-à-dire la liberté d'accès aux responsabilités gouvernementales, suivant sa fortune, mettant à la tête du pays des politiciens de métier, des fonctionnaires ;
- la Fraternité, enfin, chargée de maintenir l'équilibre social entre les propriétaires et les fonctionnaires, ne peut s'obtenir que par le Marché.

"Propriété", "Fonctionnaires", "Marché", sont les trois mots nouveaux pour exprimer le règne de l'Argent, auquel vont s'opposer les quarantuitards.

En définitive, la pression exercée pendant 50 ans, pour la relève de la société bourgeoise par la République Sociale, a pris des formes politiques, économiques et intellectuelles nombreuses. Elle s'est exprimée, de plus, de manière populaire, à travers la poésie et la chanson. Citons, pour mémoire, le poème de H. Heine, Les Pauvres Tisserands (1844), ou l'inoubliable Chant des Ouvriers de P. Dupont (1846). Ce sont autant de manifestations variées et fortes qui s'accumulèrent pour annoncer les affrontements de 1848, affrontements dont les autorités politiques et intellectuelles ne purent nier l'inéluctabilité.

### **Les pauvres Tisserands**

Point de larmes dans leurs yeux sombres, Assis à leurs métiers ils grincent des dents:

Malédiction au Dieu aveugle, au Dieu sourd.

Il nous a trompés et bafoués et bernés!
Malédiction au Roi, au Roi des riches;
(Il) nous fait fusiller comme des chiens!
Malédiction à la fausse Patrie,
Ou tout est corruption et odeur de mort!
Nous tissons! Nous tissons!
Nous tissons la triple malédiction!

Heinrich Heine – 1844 (collaborateur de Karl Marx dans le journal *Vorwärts* – En Avant)

#### Le Chant des Ouvriers

Nous dont la lampe, le matin,
Au clairon du Coq se rallume,
Nous tous qu'un salaire incertain
Ramène avant l'aube à l'enclume,
Nous qui des bras, des pieds, des mains,
De tout le corps luttons sans cesse,
Sans abriter nos lendemains
Contre le froid de la vieillesse.

À chaque fois que par torrents
Notre sang coule sur le monde,
C'est toujours pour quelques tyrans
Que cette rosée est féconde;
Ménageons-le dorénavant,
L'amour est plus fort que la guerre;
En attendant qu'un meilleur vent
Souffle du ciel ou de la terre,

#### Refrain:

Aimons-nous, et quand nous pouvons Nous unir pour boire à la ronde, Que le canon se taise ou gronde Buvons, (ter) À l'indépendance du monde.

Pierre Dupont – 1846

# La Compression sociale

# L'époque contemporaine

Les temps étaient mûrs pour que la question sociale éclate au grand jour et avec violence. La crise économique mondiale de 1847 en fut le détonateur. Elle emporta le monde civilisé tout entier, dans le tourbillon révolutionnaire des journées de 1848. On connaît le résultat de cette confrontation inévitable, entre le salariat et le capital industriel : le désastre de Juin 1848 ouvrit la crise finale de l'ordre civilisé et permit l'instauration de l'état de siège, où nous nous trouvons depuis lors. Le Parti de l'Ordre victorieux instaura la dictature démocratique et le parasitisme économique, dont le coup d'État du 2 Décembre 1851 ne fut que la conclusion (cf. L'Ouest). L'aristocratie financière assurait la direction de ce nouveau régime policier. Devenue réactionnaire, elle prenait le relais de la Contre-Réforme, et la bourgeoisie ruinait définitivement, à partir de ce moment-là, sa fonction civilisatrice.

La Sainte alliance féodale, empereur, tsar, pape, perdait les commandes de la réaction mondiale, dont s'était emparée l'aristocratie financière pour assurer le règne de la compression sociale.

Aujourd'hui, la montée de la question sociale et les suites de la révolution de 1848 nous servent de boussole pour analyser la situation actuelle, car, depuis 150 ans, la démocratie dictatoriale et le capitalisme parasitaire sont, plus que jamais, notre lot.

- L'opinion dominante ne reconnaît pas la cassure de 1848 et préfère croire que l'évolution de l'humanité se poursuit, de manière linéaire, vers la lumière civilisatrice et le progrès.
- Le camp socialiste, Staline en tête, a proposé une autre présentation de la situation en voulant croire que le rapport des forces, depuis sa création, était en sa faveur, et que le capitalisme parasitaire était déjà relégué à une position subordonnée.
- Enfin, la théorie la plus vulgaire, parce que la plus éclectique, reste celle du général de Gaulle, une troisième voie qui réclame un "nouveau système" mixte, dont la mise en place se ferait progressivement. C'est ce qu'évoque Galbraith dans son "Nouvel État industriel".

Le défaut de ces analyses réside en ce qu'aucune ne part de la réalité. Le constat qui s'impose est le suivant : depuis 1848, deux tendances s'opposent et se renforcent mutuellement :

- celle de la Barbarie sociale, incarnée par le capitalisme parasitaire, qui s'exacerbe mais reste dominant et transforme la civilisation en son contraire ;
- celle de l'Émancipation sociale qui rassemble les efforts successifs du salariat pour sortir l'humanité de la Préhistoire. Le "marxisme primitif", dans sa lutte prolongée pour occuper le premier plan, reste encore dans une position subordonnée.

Autrement dit, depuis un siècle et demi, le peuple mondial n'a vécu qu'une seule période historique : une période qui n'est pas celle d'une crise parmi d'autres, mais celle de la crise finale de la civilisation ; cette phase de l'histoire qui est la nôtre, nous la nommons "Époque Contemporaine", ou crise chronique des Temps Modernes, auxquels elle fait suite.

## La barbarie sociale

Examinons successivement l'essence, puis le développement de la barbarie sociale.

#### • La nature de la barbarie...

... ou, ce qui revient au même, de l'ordre social actuel, se définit comme la transformation du capitalisme civilisateur en capitalisme parasitaire. Les conséquences de cette décomposition peuvent être envisagées sous l'angle double de l'économie et de la politique.

• Du point de vue **économique**, le capitalisme parasitaire se caractérise par "l'exploitation pour l'exploitation". Auparavant, l'exploitation de l'homme par l'homme s'appuyait sur la base de la propriété privée qu'elle perfectionnait, et qui s'accompagnait d'un idéal de responsabilité. Parvenue à son point d'achèvement, en 1848, par la socialisation objective opérée par le capitalisme libéral, la propriété privée devenait un cadre trop étroit à la responsabilité économique qui exigeait, dès lors, le cadre nouveau de la libre association. Mais, depuis la contre-révolution de 1848, la propriété privée est devenue une fiction juridique monstrueuse qui fait de tous des "salariés". Alors que le personnel exploité (les personnes "physiques", confondant ouvriers, employés et cadres administrateurs) se trouve chargé de toute la responsabilité, les Administrateurs (les actionnaires des personnes "morales", "Anonymes"), pour lesquels l'entreprise est une pure spéculation, sont devenus totalement irresponsables.

Le capitalisme parasitaire rend étrangers l'un à l'autre, les résultats de la production et les conditions de la production. D'un côté, en ce qui concerne les résultats de la production, on continue à soumettre les salariés au travail forcé et on maintient artificiellement le marché du travail, dans le but de fournir une "plus-value"; de l'autre côté, concernant les forces productives, on considère que la propriété privée est un monopole naturel, comme autrefois celui du seigneur sur sa terre, ou du maître sur ses esclaves.

C'est ce trait de féodalité financière, qui caractérise le capitalisme parasitaire, dont le profit, ou plus-value, prend désormais l'allure d'une rente.

Les relations sociales, qui accompagnent ce nouvel ordre économique, ne sont plus rigoureusement celles de l'exploiteur et de l'exploité, qui restaient propriétaires respectifs, l'un de l'entreprise, l'autre de sa force de travail. Elles opposent une caste de parasites au sommet, qui asservit une multitude d'ilotes à la base. L'aboutissement logique de telles relations, inspirées de Sparte, serait le camp de travail planétaire à la manière nazie, mais sans l'alibi de briser l'étau du bloc hégémonique des "démocraties".

• L'expression **politique** de la barbarie sociale, quant à elle, se caractérise par l'État de siège". Le mouvement du salariat de Février 1848, suscité spontanément par les conditions mêmes créées par la société bourgeoise, anticipait un ordre social proprement humain ou "communiste". Le regroupement des forces réactionnaires, bénéficiant de 25 siècles d'expérience accumulée et se ressaisissant de leur apathie première, brisa l'ordre libéral

moderne, civilisé, en Juin 1848. La "démocratie", à la sauce "État de siège", couronnée par le coup d'État du 2 Décembre 1851, prit la forme d'une violente oppression de la nation par l'État, qui n'a pas cessé, d'Empire en République et en État Français, de s'aggraver. Cette négation barbare de tout le développement civilisé antérieur a deux expressions :

- La société civile est mise sous tutelle policière, le peuple n'étant plus que l'"ennemi de l'intérieur". C'est ce qu'on appelle le "progrès" du libéralisme "sauvage" à la "démocratie". Le "pouvoir fort" du parasitisme systématique s'est entouré, au cours de ses dégénérescences successives, de véritables corps de guerre civile dont l'apanage, aujourd'hui, revient aux C.R.S. et aux Paras, secondés par le quadrillage policier de l'"îlotage" et par les milices privées liées aux rouages occultes provocateurs de l'État : R.G., Antigang, G.I.G.N. et tous les "corps d'élite" de tueurs professionnels, "police des polices", S.D.E.C. etc.
- En lieu et place du libéralisme social qui s'était insinué, avant 1850, chez les ultralibéraux, sensibles aux aspirations du salariat, s'est installée une association réactionnaire et parasitaire de sectaires d'extrême-gauche et de politiciens de gauche, fourbes renégats de la cause populaire à la solde des barons de la Finance, rouages de l'État policier des "décrets-lois" et lois d'exception. Les uns sont de type anarchiste, et les autres sont sur le modèle du radicalisme. Ainsi, immédiatement après 1848, sous le second Empire, la tendance sectaire était représentée par Proudhon et la tendance politicienne par Louis Blanc, deuxième manière.

Dans la phase suivante, sous la 3ème République, on peut ainsi opposer Bakounine, et son "paradis anarchiste", à Gambetta l'opportuniste. À la fin du 19ème siècle, ce sont les anarcho-syndicalistes, représentés par Griffuelhes de la C.G.T., qui font face à Millerand.

De la même manière, on trouve, à droite, deux camps : l'un extrémiste, l'autre modéré – expressions parallèles de la décadence politique.

N'oublions pas que l'ordre de la Mafia financière exige l'appui mutuel de la droite et de la gauche qui, toutes deux, baignent dans la même pusillanimité, et ne se différencient guère que par des options sans conséquences réelles. Par exemple, on préconise, à droite, des déductions d'impôts, quand, à gauche, on veut instaurer des réductions de ces mêmes impôts.

Mais l'"échiquier" politique, tel qu'il se présente en période de paix sociale, constitué de l'opposition factice droite-gauche, doit se métamorphoser en période de guerre civile ou étrangère. À ce moment-là, les traditionnels partis de droite et de gauche éclatent pour se regrouper en oppositions géo-politiques, qui mettent aux prises les "démocrates" et les fascistes. C'est le cas de la période actuelle où s'opère une mutation de cet ordre.

Pour notre part, considérant que les problèmes et les motivations du peuple ne sont exprimés nulle part, nous nous garderons de choisir l'un ou l'autre camp, pas plus la droite que la gauche, qu'il s'agisse de Mendès France ou de Pinay, des travaillistes de MacDonald ou des conservateurs de Thatcher, du démocrate Kennedy ou du républicain Reagan. Dans cette période d'avant-guerre, devant la reconstitution des deux coalitions, "démocrates" et fascistes, de même que nous n'aurions choisi ni Hitler, ni Roosevelt (autrement dit, ni Doriot, ni de Gaulle, dans le cas de la France), nous refuserons encore d'être les otages de

#### L'Est – La 4<sup>ème</sup> Défaite du Peuple mondial

l'un ou l'autre bloc, et nous nous efforcerons de constituer une force populaire qui défende sa propre cause.

#### • Le développement de la barbarie

La Barbarie sociale a une histoire : depuis 150 ans, elle favorise la décomposition de la civilisation qui, ainsi, s'approfondit et se renforce par bonds successifs et violents (cf. La Belle Époque, Antimafia – février 1993).

Il est vrai que la distance qui nous sépare, aujourd'hui, de l'époque de Cavaignac, en 1848, est, sur le plan politique et économique, aussi grande que celle qui va de la machine à vapeur à l'atome, en technologie.

En effet, ceux que l'on dénommait "classes dangereuses", en 1848, ne regroupaient que quelques immigrés venus de la campagne. La société restait en majorité rurale. Quelle différence, aujourd'hui, avec la foule écrasante des travailleurs mercenaires, des innombrables salariés (cadres ordinaires y compris) pour la plupart sous la coupe de l'État-Patron! Quelle différence encore, entre le petit îlot européen en crise, en 1848, et les puissances continentales contemporaines qui sont maîtresses de l'universalité de la planète, autrefois massivement inexplorée!

Si l'on veut, précisément, faire le point sur l'évolution de la Barbarie et l'analyser, on relèvera trois phases distinctes, dans le développement respectif des pays de l'Ouest, dits riches, et des pays du Sud, ou Tiers-Monde :

- Du côté de l'Ouest, le capitalisme parasitaire prit successivement trois formes :
- Le capitalisme spéculatif des sociétés anonymes consacre la suppression de la responsabilité de l'entrepreneur capitaliste et le règne nouveau de l'irresponsabilité déclarée. Les S.A. ne constituent plus des "associations", même au sens de la propriété privée, mais des "institutions" réglementées par la loi et, à ce titre, relevant du droit public et non plus du droit civil. Cela aboutit à la tonte des "petits porteurs" par les gros actionnaires et à l'escroquerie des "parts de fondateurs" (les apports en nature ou en "industrie" qui anticipaient les bénéfices futurs). La loi mit le holà, mais c'était pour passer à un stade supérieur.
- Le *capitalisme monopoliste* des Ententes et des Holdings consacre la suprématie des sociétés privées de droit public, qui vivent désormais sur l'**endettement à long terme**. Il repose sur le protectionnisme avoué et les chasses gardées des "zones d'influences" ; sur les sociétés financières régnant grâce à un minime capital-actions officiel, sur un empire de "capitaux permanents", essentiellement constitué d'emprunts obligataires ; et sur la fixation a priori de l'approvisionnement du marché et des prix. La loi mit fin aux emprunts à long terme, mais c'était pour conduire à une aggravation encore plus grande.
- Le *capitalisme bureaucratique* des Nationalisations et du Plan indicatif consacre le poids décisif des "Investisseurs Institutionnels" et l'endettement chronique des États. Il repose sur les "retombées civiles" de la recherche militaire; sur le "**secteur public concurrentiel**" et les marchés publics; et sur la régulation de la croissance par la monnaie dirigée et la "politique des revenus". On vit de la dette de l'État, dans une succession d'emprunts à court terme et à jet continu.

- **Du côté du Sud**, le colonialisme anti-civilisateur (ou impérialisme), qui substitue à la perspective d'assimilation antérieure celle de la domination unilatérale des 3/4 de la planète, a été inauguré il y a 150 ans et s'est développé en trois temps vis-à-vis de ces pays :
- Les *Possessions coloniales* métropolitaines, gérées par les gouverneurs militaires, caractéristiques de la 3ème République, reproduisaient l'esclavagisme antique. Le système consistait à pratiquer l'association par la simple vertu de l'assujettissement, au nom de la suppression des luttes inter-ethniques, du brigandage et des razzias des nomades, de l'esclavage domestique et de la "paresse" des indigènes.
- Les *protectorats ou dominions*, c'est-à-dire la vassalisation des pays arriérés à la manière anglaise, reproduisaient le servage féodal. Le système consistait dans la "solution interne" assurée par une assemblée consultative locale domestiquant les "élites" indigènes, au sein de l'Empire, modèle "rhodésien".
- Le *néo-colonialisme*, enfin, reproduit le salariat moderne en s'appuyant sur l'indépendance nominale des contrées pillées. Cette forme est caractéristique de l'"anticolonialisme" à l'américaine, qui prétend fonder son hégémonie en ne s'appuyant que sur le Dollar pour le "développement" économique, et la C.I.A. pour l'équipement politique, c'est-à-dire les "conseillers techniques". La méthode du colonialisme, par le moyen de l'"autodétermination" préconisée par Wilson en 1918, n'est devenue d'actualité qu'à la faveur du second conflit mondial qui vit s'ouvrir à ce qui était, désormais, la plus grande puissance mondiale, le marché universel des "jeunes nations", pures clientèles formant des "pays" fictifs.

On aboutit, ainsi, à la conclusion suivante : À l'Ouest, les salariés-forçats n'ont toujours pas conquis la sécurité des ménages ; et ce n'est pas dans le cadre du capitalisme parasitaire, quelle que soit sa forme, que cette conquête pourra se faire. Au Sud, les pays ex-coloniaux sont encore privés de souveraineté et doivent conquérir leur indépendance réelle.

De part et d'autre s'exprime donc le besoin du communisme, de son expression économique et politique. La sécurité des ménages, à l'Ouest, ne sera jamais obtenue que dans le cadre de la Coopération Générale, que vise la République Sociale Universelle. L'indépendance des pays du Sud ne sera conquise que dans le cadre de la Nation Humaine, vers laquelle tend la République Sociale Universelle.

# L'Émancipation sociale

Parallèlement au développement de la Barbarie et à son opposé, la tendance à l'Émancipation sociale s'approfondit et se renforce. C'est ici qu'intervient la notion de quatrième défaite du peuple mondial. L'idée de cette quatrième défaite n'a que très peu de rapport avec l'idée du socialiste réformiste B. Malon qui écrivit "la troisième défaite du prolétariat français", en octobre 1871, c'est-à-dire immédiatement après la défaite des Communards. Il imaginait 3 défaites successives du prolétariat :

- celle des Canuts en 1832 ;
- celle des Quarantuitards en 1848 ;
- celle des Communards en 1871.

Et il définissait le communisme comme "la lutte de l'affamé contre le spoliateur, et la revendication éternelle de la justice contre l'inique privilégié", formulation idéaliste qui n'a rien à voir avec notre perspective marxiste.

# Les quatre défaites

Les quatre défaites successives du peuple mondial sont quatre défaites du salariat auxquelles fut lié le sort du peuple mondial.

- La première défaite, en Juin **1848**, est caractérisée par la chasse aux Rouges parachevée par le coup d'État du 2 Décembre 1851.
- La deuxième défaite, en mai **1871**, restée dans les mémoires sous le nom de "Semaine sanglante", fut l'écrasement des Communards par les Versaillais.
- La troisième défaite, en août **1914**, est le plus tristement célèbre désastre du peuple mondial, exprimé dans la fameuse Union Sacrée qui mena à la boucherie des tranchées.
- La quatrième défaite, en **1956**, coïncide avec le 20ème Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S., congrès de la dénonciation de Staline par le "rapport secret" de Khrouchtchev. C'est cette dernière défaite, celle de 1956, qui nous intéresse au plus haut point pour en tirer les leçons, car ce n'est pas la chute du Mur de Berlin, ni celle de Gorbatchev, mais bien la "déstalinisation" qui reste le grand événement de notre époque.

## **Commentaires**

• Il apparaît clairement que pour Juin 1848 et mai 1871, il est tout à fait déplacé d'évoquer la faillite du communisme.

Les insurgés de 1848 ou les gardes nationaux de la Commune, soulevés spontanément, défendaient la cause du salariat et ignoraient totalement le marxisme. Mais on peut signaler que le Manifeste Communiste de Marx et Engels, en 1847, est contemporain de la première défaite, et que l'Association Internationale des Travailleurs, la première Internationale, en 1864, est contemporaine de la seconde défaite. Cela nous permet de faire apparaître que le marxisme est le mode de pensée conforme au mode d'action du salariat, dans sa lutte pour résoudre la question sociale.

Ainsi, les deux premières défaites sont étrangères à l'échec du marxisme". Elles expriment la cause du salariat et, réunies aux deux suivantes par le drapeau rouge, elles représentent, dans les quatre cas, un seul et même mouvement d'émancipation sociale.

- On remarque qu'à chaque défaite est liée une déviation, contractée par le mouvement salarial, bien avant la défaite elle-même :
- Avant Juin 1848, dix ans plus tôt, les "Républicains de sa majesté" attaquent les Banquets, crient à l'anarchie et au terrorisme, dès lors que la réforme électorale portant sur le suffrage universel, objet desdits Banquets, se propose comme un moyen de résoudre la question sociale. Armand Marrast, du journal *Le National*, reste l'illustration de ces républicains nouvelle manière.
- Vers 1860, soit dix ans avant la Commune, de prétendus "Républicains radicaux" provoquent une scission dans le mouvement révolutionnaire. Ralliés au régime dominant, ils combattent le syndicalisme qui se développe alors sous la forme de sociétés de résistance, et l'autonomie salariale qui s'exprime par les candidatures ouvrières aux élections. Le type même de ces "Radicaux assermentés", soumis à l'empereur par serment, est Jules Favre, chef de l'équipe des "Cinq" (Jules).
- Vers 1900, grâce aux "Socialistes de gouvernement", l'Union Sacrée était déjà en germe, et l'on en connaît toutes les conséquences après 1914. En effet, en 1899, Bernstein, que l'histoire désignera comme le fondateur du "révisionnisme", avait organisé une scission et semé le désarroi dans le camp socialiste.
- Enfin, la dernière défaite, celle de 1956, a son origine vers 1935, avec l'apparition du "communisme chauvin" expression choisie pour caractériser la déviation stalinienne au sein du mouvement communiste international —, déviation que proclamait en 1934 le "Congrès des vainqueurs" du P.C.U.S.

En France, la "défense de la patrie du socialisme" fut le mot d'ordre qui mena à l'antifascisme et au soutien, sans principe, du camp démocratique; ce soutien unilatéral eut pour conséquence de provoquer la ruine du Front Populaire et de la République espagnole. Le représentant du communisme chauvin, Maurice Thorez, patron du Parti Communiste

Français de 1934 à sa mort, fut le premier d'une lignée de dirigeants encore moins recommandables que lui.

• Ainsi, chaque défaite est précédée d'un reniement du côté de l'opposition à la barbarie, et chaque reniement aggrave la démagogie.

L'abaissement moral de la gauche de collaboration de classes se développe proportionnellement au renforcement de la démocratie dictatoriale, de sorte qu'un communiste décadent de 1950 est bien plus avili qu'un simple républicain apostat de 1840. C'est bien la peine de se couvrir des grands noms de Socialisme et de Communisme!

- La dernière observation est la leçon qu'il s'agit de ne jamais oublier : la gauche, principalement modérée (mais aussi extrémiste), est le clan de politiciens (et de sectaires) le plus redoutable pour le salariat.
- Les quarantuitards furent écrasés par d'ex-républicains extrémistes qui avaient pour chef Cavaignac ;
  - Les communards le furent par Thiers, qui avait à ses côtés le radical Louis Blanc.
- Ce sont des socialistes, Bernstein et son successeur Kautsky, qui décidèrent d'anéantir, en 1914, le socialisme vivant, et d'entreprendre, en 1919, la chasse aux spartakistes de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht.
- Enfin, c'est à un communiste, ou prétendu tel, Khrouchtchev, que l'on doit la destruction, en 1956, du mouvement communiste international. La déstalinisation fit exulter la Mafia financière, comme jamais. L'artisan de cette défaite, en France, fut Waldeck-Rochet, secrétaire général du P.C.F. Sous son impulsion, le parti communiste devint un "parti comme les autres", se vantant de "réintégrer la communauté nationale".

Le désastre de 1956 obligea Mao Zedong à concentrer principalement son action sur la défense de Staline. C'est pourquoi, il reste encore aujourd'hui à faire la critique officielle du stalinisme.

# Les quatre succès

À l'heure actuelle, le salariat et la cause du peuple mondial s'expriment toujours dans l'opposition, et restent la tendance subordonnée au sein de la barbarie civilisée finale. Mais nous aurions tort de perdre de vue, qu'à ces quatre défaites successives sont liées quatre offensives, et donc indirectement quatre succès.

- Le premier, fut la révolution de Février 1848 qui vit le mouvement salarial dresser le drapeau rouge de son émancipation, guidé par Blanqui.
- Le second succès, la révolution du 18 Mars 1871, vit établir la Commune de Paris pendant 70 jours ; son héros, Charles Delescluze, fut l'un de ses grands artisans.
- Le troisième succès s'imposa avec la révolution d'Octobre 1917, incarnée par Lénine qui, dès 1903, en riposte au révisionnisme, organisait la fraction bolchevique dans le partirusse.
- Le quatrième succès se traduisit par la grande victoire des paysans-soldats de Mao Zedong, en 1949. Ignoré du mouvement communiste international, ce dernier, dès 1934, s'émancipait de la direction russe, et échappait à la déviation stalinienne.

Ces quatre succès ne témoignent pas simplement du rétablissement de l'orientation révolutionnaire dans le camp de l'émancipation sociale. De même que la barbarie change de nature en évoluant, chaque succès du salariat amène un progrès de la cause de l'émancipation du peuple mondial.

#### • Les enseignements nouveaux de chaque offensive

- En Février 1848, l'offensive du salariat reste limitée aux barricades dans la rue. Elle dure 3 jours, du 22 au 24 Février, et ne va pas au-delà de la découverte du drapeau rouge.
- En Mars 1871, une grande différence apparaît, non seulement dans la durée du mouvement, mais surtout dans le fait qu'il instaure le premier gouvernement ouvrier de l'histoire.
- En octobre 1917, le progrès est immense, puisque le succès du salariat dure environ 17 ans et s'accompagne d'une expérience toute nouvelle : celle de la direction économique de la société.
- Enfin, la victoire du Parti Communiste Chinois, se distingue des précédentes par sa stratégie, dès 1935, de guerre prolongée (la "Longue Marche" de l'armée rouge) dont le processus révolutionnaire, initié par Mao Zedong, combine, à la fois, la conquête du pouvoir politique et la direction économique dans les zones libérées.

Les deux dernières offensives du peuple mondial se produisent au nom du marxisme, dénommé "socialiste" d'abord, "communiste" ensuite. Elles tranchent sur les précédentes, parce qu'elles sont le résultat conscient et délibéré de l'action du salariat. Elles témoignent du progrès, continu et par bonds, de l'émancipation sociale au point que la Mafia financière, pour mieux organiser sa lutte réactionnaire contre le peuple, a été obligée d'emprunter, successivement, les noms nouveaux de république, radicalisme, socialisme ou communisme. Même dans ses victoires relatives, la Mafia financière montre ainsi son

impuissance historique à écraser le mouvement social, auquel elle rend, indirectement, hommage.

#### • Le tour du monde du socialisme

Non seulement la cause de l'émancipation sociale, par-delà ses échecs, progresse, mais, de plus, elle a fait, en 150 ans, le tour de la terre.

- Dès 1848, partie de Paris, elle se déplace très rapidement vers l'Est, en Allemagne, en Italie, en Hongrie...
- Plus tard, et toujours plus à l'Est, on la retrouve en Russie, puis en Chine, deux anciens Empires Ruraux civilisés. Ces pays, héritiers d'une longue tradition de souveraineté, ne pouvaient se résoudre à la volonté impérialiste de l'Ouest décadent. Aussi, sautèrent-ils l'étape de modernisation par le capitalisme libéral. Mais, du même coup, ils se trouvèrent confrontés à deux tâches simultanées : la question sociale, proprement dite, et la nécessité d'une modernisation civilisée.
- Aujourd'hui, après son tour du monde, le marxisme, plus d'actualité que jamais, doit revenir en force à l'Ouest, d'où il est parti. C'est parce que nous nous trouvons dans une situation de polarisation du Nord face au Sud, que les conditions de l'émancipation sociale se sont simplifiées à l'extrême. C'est aussi pourquoi, les succès comme les échecs de la Russie, de la Chine et des pays-tampons de l'Est sont, à la fois, très importants et insignifiants.

\_\_\_\_\_

# L'Action Émancipatrice

# **État et Argent**

Résoudre la question sociale, c'est émanciper le Travail. Mais le travail ne se réduit pas à la production matérielle et encore moins à ce que l'ordre civilisé nomme l'Économie, c'est-à-dire finalement, à la production matérielle effectuée par des Propriétaires privés unis socialement par l'Argent. Le Travail est l'ensemble de l'activité intelligente des hommes, en tant qu'elle se distingue de la fécondité aveugle de la nature, c'est-à-dire l'ensemble du travail physique et du travail mental, de l'Action et de la Pensée, donc ce que la société bourgeoise libérale nommait Économie et Politique d'une part, Science et Philosophie d'autre part. Ainsi, émanciper le Travail a peu de chose à voir avec l'idée de prendre le pouvoir pour étatiser les moyens de production. Voyons, dans un premier temps, ce qu'il en est du côté de l'Action.

Il faut, de manière révolutionnaire, relayer par-delà la décadence, le libéralisme moderne. Avant 1850, le travail guidé par l'intérêt privé — l'Argent — à l'abri de l'autorité légitime — l'État — fit exploser les forces productives dans l'association civile objective que représentait le marché concurrentiel, les producteurs liés entre eux par l'Argent. Mais cette œuvre décisive, la civilisation n'a jamais pu la porter au-delà d'un attachement obstiné à l'augmentation du rendement. C'est ainsi qu'aujourd'hui, la "grande action civilisatrice du Capital" (Marx) a pris fin, et que la masse des salariés obéit à la formule brutale du travail forcé, ce qu'est le capitalisme parasitaire maintenu par l'État policier.

#### • Éteindre l'Argent

Il nous faut rompre avec le salariat, pour cesser de "perdre sa vie à la gagner" (Marx), et établir le salaire gratuit, pour assurer socialement la simple survie. Aller au-delà, c'est passer à la **gratuité générale**, solidaire d'une activité de tous consistant en pur volontariat. Nous pouvons résumer cette dernière étape dans la lumineuse formule du Manifeste de 1847 : "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".

#### • Éteindre l'État

Il nous faut ruiner la condition de "citoyens passifs", assujettis au gouvernementalisme et dont l'assentiment est exigé pour se donner des "élus" irresponsables. L'établissement du Gouvernement Mondial assurera civilement l'ordre public, par la suppression des frontières et des armées permanentes. Aller au-delà, c'est entreprendre la suppression totale du "Gouvernement des hommes" auquel se substituera la simple "administration des choses" (Manifeste).

Il ressort évidemment que les révolutions russe et chinoise, préoccupées par la complexité des situations auxquelles elles se sont trouvées confrontées (les nécessités de la modernisation civilisée), et héritières de problèmes coloniaux auxquels s'ajoutait une

centralisation administrative autocratique, n'ont pas pu présenter les objectifs de l'extinction de l'État et de l'Argent avec clarté.

De plus, les peuples russes et chinois devaient défier un "encerclement" parasitaire et impérialiste au comble de sa puissance.

C'est pourquoi, en prenant ces deux expériences comme des modèles à copier servilement, les peuples de l'Ouest et du Sud ont commis une erreur.

L'enseignement que nous pouvons tirer de ces révolutions est que leur œuvre d'émancipation sociale, commencée dans les conditions les plus difficiles qui soient, provoqua un ébranlement de première importance aux conséquences impérissables pour la barbarie dominante. Leur échec relatif et passager fut le prix à payer pour que le combat soit nécessairement plus aisé à poursuivre ultérieurement.

\_\_\_\_\_

## Les caractères de notre cause

#### • Un bouleversement inédit

Par son caractère et son envergure, la cause de l'émancipation sociale ne se réduit pas à une révolution de type 1789, ni même à une crise de civilisation telle que la chute de l'Empire romain.

Elle ne peut être mise en parallèle qu'avec le bouleversement complet qui vit succéder la société civilisée à la société primitive. On pourrait dire, d'une autre manière, que le bouleversement que doit apporter l'instauration du communisme civilisé, **équivaut à l'apparition de l'homme sur la terre**, c'est-à-dire à la naissance de ce que Pavlov nommait "l'anthropogène".

Le communisme, en émancipant le travail de l'ensemble du genre humain, modifie les relations mêmes de l'Humanité à la Nature. En dernière analyse, il n'est que l'organisation délibérée du travail humain, comme se sachant nécessité par la fécondité naturelle. Tel est le souci actuel des écologistes, mais qu'ils ne lient que de façon confuse à la question sociale.

#### • L'abolition des révolutions

En définitive, la cause de l'émancipation sociale consiste en tout autre chose qu'en une "révolution".

- D'abord, parce que l'émancipation sociale n'est pas un état, mais un processus, et **un processus prolongé**. On ne peut évidemment pas tourner la page de la préhistoire en cinq minutes. Le peuple trouvera dans la lutte que les conditions existantes l'obligent à livrer, le but précis et délibéré qu'il doit se donner pour que cette lutte ait une issue.
- Ensuite, le processus de l'émancipation sociale est, d'un autre côté, le contraire d'une révolution, telle que le passé peut nous en donner l'image. Les révolutions appartenaient à l'ordre civilisé; elles se réduisaient à substituer une minorité dominante à une autre. Par ce trait, les révolutions du passé n'étaient que des formes particulières de guerres, relevant du développement de l'ordre civilisé, qu'il s'agit d'abolir aujourd'hui. Car cette fois-ci, sous l'impulsion d'une avant-garde, il s'agit de mettre l'écrasante majorité au pouvoir, en désarmant la Mafia financière. C'est ce à quoi se réduit l'aspect révolutionnaire de l'émancipation sociale, qui a pour objet d'abolir les révolutions.

#### • Le dernier quart d'heure de la barbarie dominante

Nous sommes, à présent, à l'étape finale précédant le renversement du rapport de forces entre barbarie et émancipation sociale. Cette étape a commencé, précisément, dans l'immédiat "après-guerre", et s'est déroulée en trois phases distinctes :

• La période qui couvre les "25 Glorieuses" (aux dires de nos économistes académiques), de 1945 à 1971, vit, en fait, le développement frénétique sans précédent des moyens de

destruction, sous le règne du dollar avec seulement les "retombées civiles" de la "technologie de défense".

- Les 15 années de crise économique, proprement dite, de 1971 à 1987, issue de la remontée des anciens "vaincus" (Allemagne et Japon), s'exprimèrent par l'éclatement du système monétaire international. Tout le poids en fut rejeté sur le peuple mondial, par la compression sociale des Forçats à l'Ouest, et des Parias au Sud.
- Depuis le Krach de 1987, qui fut le signal de l'effondrement de l'ordre international établi en 1945, la crise de la mondialisation parasitaire de tous les problèmes, à travers l'O.N.U. et le G.A.T.T., s'approfondit. Cette faillite de la mondialisation parasitaire conduit à marche forcée vers la première guerre véritablement mondiale, qui verra une puissance unique l'Amérique ou l'Europe se proposer la domination militariste intégrale de la planète tout entière.

Cette situation provoque une nette polarisation entre l'Ouest et le Sud.

- À l'Ouest, le Krach de 1987 a été le signal de l'effondrement de la forme dernière du capitalisme parasitaire, le capitalisme bureaucratique établi en 1945, c'est-à-dire de la domination directe ou indirecte de l'État-Patron. Maintenant, toute revendication économique des salariés revêt, immédiatement, un caractère politique et porte atteinte à l'"ordre public". C'est ainsi qu'est développé l'antagonisme "usagers"-grévistes, ces derniers n'étant plus que des "intégristes" (RATP), des "preneurs d'otages" (camionneurs) ou bien encore des "saboteurs de l'économie" (dockers).
- Au Sud, le Krach de 1987 a annoncé l'effondrement de la forme dernière de l'impérialisme, le néo-colonialisme, c'est-à-dire de la razzia intégrale, par la Finance, et de l'étranglement impitoyable, par la Dette, des pays fictifs (dont l'indépendance est toute nominale) cyniquement appelés "en voie de développement". La suite de cet effondrement est, aujourd'hui, la ruée des blocs mafieux de l'Ouest, pour la folle reconquête directe des territoires du Sud, comme "sources d'approvisionnement" et "positions stratégiques".

#### • Le Parti marxiste

Pour que soit brisée la barbarie dominante, et que les peuples de l'Ouest et du Sud conquièrent l'hégémonie contre la barbarie, il ne manque qu'un élément, mais de taille : c'est le "facteur subjectif" ; il manque un Parti marxiste mondial, assumant la fonction d'avant-garde et ayant une idée claire de cette fonction.

Ce sont les conditions mêmes de la quatrième défaite qui obligent et permettent, à la fois, d'analyser et de résoudre cette question-clef.

• Incontestablement, le peuple ne peut combattre et vaincre qu'en se donnant une avant-garde consciente et organisée, qui prenne réellement en main la cause de l'émancipation sociale. Ceci dit, l'appellation de "parti", tel que l'entend la démocratie dictatoriale en place, ne convient évidemment pas à l'avant-garde dont nous avons besoin. Notre parti se distingue même essentiellement des organisations militantes qu'utilisa la bourgeoisie révolutionnaire : la franc-maçonnerie et le Club des Jacobins, purement politiques et dominées par des intellectuels.

L'avant-garde marxiste est simplement l'association nécessaire des éléments conscients du peuple, qui possèdent donc une vue d'ensemble de la société et subordonnent toute action immédiate au but final du communisme. C'est aussi l'organisation solide de ces éléments conscients, telle qu'ils puissent intervenir de façon adaptée et diligente dans tous les secteurs de la vie sociale, et échapper à la répression en se trouvant sous la protection du peuple.

• Il existe surabondamment partis, syndicats, associations et organismes officiels qui encadrent la population. Notre parti ne vient pas en concurrence avec ces structures. Il prétend échapper au dilemme des politiciens et des sectaires, qu'ils soient de droite ou de gauche, libre-penseurs ou cléricaux. Nous sommes pour le système de la minorité influente et de la masse agissante. Notre rôle se limite à travailler à ce que les organisations existantes de tout ordre, du club sportif à l'association de militaires, se dépouillent de leur caractère réactionnaire qui paralyse le peuple et le divise, et libèrent la puissance révolutionnaire qu'elles recèlent, du fait même qu'elles rassemblent une section du peuple. Notre parti, contrairement aux organisations électorales de notables existants, doit évidemment obtenir une implantation prioritaire sur les lieux de travail, les localités ou circonscriptions territoriales étant pour lui secondaires.

Notre parti se suicide lui-même dès qu'il cesse de subordonner son rôle à celui du Peuple et de son Front Uni. Ainsi donc, s'il doit légitimement aspirer à remplir le rôle de parti "dirigeant", cela signifie simultanément qu'il doit refuser celui de parti "au pouvoir" en tant que tel. Telle est la grande leçon que nous tirons de la déviation stalinienne, laquelle fournit l'occasion de la défaite khrouchtchévienne.

• L'objection courante que "le communisme, nous ne le verrons pas" est des plus puériles. Avoir un "but final" est une chose, l'histoire des "lendemains qui chantent" en est une autre. L'avenir appartient incontestablement au Communisme civilisé, au genre humain réuni en une seule famille, où il n'y aura place ni pour l'argent ni pour la police.

En attendant, faire rayonner la libre activité intelligente au sein même des conditions qui l'asservissent, c'est vivre un "aujourd'hui qui chante". Et inversement, dans l'avenir, réunir les conditions du communisme civilisé épanoui, ce ne sera pas mener la grève des bras croisés. Tout sera à faire, pour chacun et à tout moment.

• Lorsque l'hégémonie du peuple sera conquise, sous le gouvernement mondial, nous aurons d'autres défaites partielles, relatives, passagères. Après la victoire du christianisme sous Constantin, il y eut le bref rétablissement du paganisme par Julien l'Apostat. Marx notait, dans des manuscrits relatifs à la Commune de Paris, qu'il fallait envisager, sous le gouvernement ouvrier lui-même, des révoltes désespérées d'esclavagistes.

## Hitlérisme et Stalinisme

L'enseignement le plus directement lié à la quatrième défaite du Peuple mondial, celle de 1956, porte sur l'hitlérisme et le stalinisme.

#### • Hitlérisme

Rétrospectivement, il apparaît que l'Internationale Communiste fut déroutée par l'hitlérisme (ou fascisme, dans le langage ordinaire pas exactement adapté). Après avoir identifié le phénomène comme étant essentiellement une protestation des classes moyennes contre le capitalisme et une révolte contre l'humiliation nationale, l'I.C. s'arrêta à l'analyse inverse, voyant dans l'hitlérisme la politique de la fraction la plus réactionnaire du capital financier, de caractère militariste et chauvin extrême.

Le défaut commun de ces deux analyses, entre lesquelles, finalement, l'I.C. ne cessa jamais complètement de flotter, c'est qu'elles abordent l'hitlérisme sous l'angle étroitement "social", d'après une analyse de "classes" mécanique, comme un problème simplement interne à un quelconque État capitaliste parasitaire, ayant seulement des prolongements internationaux. En définitive, l'hitlérisme est envisagé, dans les deux cas, selon le schéma Droite/Gauche, soit comme une variante de l'extrême-gauche, soit comme une variante de l'extrême-droite, et susceptible donc de s'imposer dans chaque puissance placée sous le règne du capitalisme parasitaire.

L'expérience historique montre que l'hitlérisme doit être abordé de manière différente. Il s'agit d'une mutation du système de la barbarie dominante qui, entrant en crise, doit abandonner le clivage droite/gauche, à usage interne en période de "paix sociale et internationale", pour enfanter dans la douleur une nouvelle démarcation, à caractère géopolitique, la démarcation démocrate/fasciste scindant le système barbare en deux blocs en rivalité pour l'hégémonie mondiale et l'asservissement social. Ainsi, l'hitlérisme n'a rien à voir avec une "extrême-droite" quelconque, ses sources sociales relevant nettement de l'extrême-gauche au contraire ; et il est inévitable que les Puissances "rentières" du conflit mondial précédent (les anciens "Vainqueurs") repoussent la politique fasciste au lieu d'envisager de l'adopter, qu'ils préconisent la "Démocratie" comme seule enseigne valable pour leur bloc militariste et chauvin.

C'est relativement à son orientation géopolitique, internationale, que le bloc parasitaire "anti-fasciste" s'arroge le titre "démocratique"; mais relativement à ses sources sociales, c'est bel et bien lui qui puise dans l'héritage "d'extrême-droite". Le peuple mondial doit bien sûr maîtriser la tactique, savoir diviser l'ennemi, "louvoyer"; mais en aucun cas, il ne doit se faire le jouet d'un camp ou de l'autre, pas plus des "démocrates" géopolitiques que de la "gauche" sociale. C'est cependant ce dans quoi tomba finalement Staline, sacrifiant son indépendance politique en se faisant l'instrument de Roosevelt, comme nos "F.T.P." se soumirent finalement à de Gaulle par C.N.R. interposé, gaullistes et "communistes" se trouvant ensemble otages du "2ème front", donc de Roosevelt.

Le problème de l'"Europe politique", précipitant l'éclatement de tous les partis sans exception, comme on l'a vu à propos de Maastricht, problème à l'évidence inséparable de l'anti-américanisme, nous met dans le cas d'une métamorphose droite/gauche en "démocratie"/fascisme. Il s'agit de ne plus retomber dans les pièges antérieurs de l'anti-fascisme ou du "socialisme européen".

#### • Stalinisme

Tout converge, dans les leçons à tirer de la "4<sup>ème</sup> défaite", vers l'analyse critique exhaustive du stalinisme.

- Notons que **Staline ne fut pas toujours "stalinien**", la déviation stalinienne, dans le sens du socialisme d'État, datant seulement de 1934.
- Rappelons que la déviation stalinienne, quittant la voie du socialisme à l'instant même où le Parti russe proclamait la "victoire du socialisme", n'est **pas étrangère à l'arrivée de Hitler au pouvoir** en Allemagne et à la perte de sang-froid de Staline face à cet événement, les vues officielles des nazis étant de se tailler un empire colonial continental, en s'étendant sur l'Ukraine. Cet objectif était tout à fait admis par les puissances dites démocratiques, qui voyaient ainsi leurs empires exotiques ménagés et, en outre, le rêve commun des oligarchies allemande et anglaise d'écraser le détestable "bolchevisme" en son cœur, enfin réalisable. C'est ainsi que le stalinisme se matérialisa immédiatement dans le pacte Laval-Staline de 1935.
- Sur le fond, l'établissement du socialisme d'État, ou communisme chauvin, en Russie, manifestait **l'épuisement de l'expérience du pré-socialisme soviétique**. Alors que la collectivisation agraire, c'est-à-dire les kolkhoz, donnait enfin à la Russie le moyen de commencer réellement la modernisation non-capitaliste, donc de réunir progressivement les conditions du socialisme, le juridisme stalinien à l'égard des rapports de propriété en conclut, au contraire, que la construction socialiste se trouvait achevée dans son principe. On annonçait alors, sous couvert de construction du socialisme "en grand", que l'on s'avançait désormais vers le communisme intégral, la gratuité complète.

La notion confuse de construction du socialisme "en grand" permettait d'ailleurs de voiler l'empirisme le plus total par une phrase ronflante. Car tout en annonçant le dépérissement complet, imminent, de l'Argent, on revendiquait la nécessité du renforcement maximum de l'État, et parallèlement à la gratuité annoncée, on intensifiait le fonctionnarisme, ce qui est absolument contradictoire selon le point de vue marxiste.

C'est cette faille politique du socialisme d'État qui éclatait dans la promulgation de la "Constitution stalinienne" de 1936. L'argument selon lequel on pouvait détruire l'argent tout en étatisant à l'extrême, à cause de "l'encerclement capitaliste", n'avait évidemment aucune valeur de principe. C'est ainsi que les coopératives agricoles de production, les kolkhoz, se virent immédiatement placées sous une direction administrative de fait, assujetties au "plan impératif", tout comme s'il s'agissait d'unités de production industrielles, alors même que les fermes d'État les sovkhoz, à qui le plan impératif pouvait être appliqué, révélaient une absence totale de vitalité expansive. Parallèlement, les rapports de production dans l'industrie se réduisirent à une pure et simple fonctionnarisation, et le constitutionnalisme tant vanté débouchait sur une administration foncièrement policière que traduisaient les grands "procès de Moscou". En définitive, le

socialisme d'État stalinien montrait que l'on butait, en Russie, sur la question de savoir comment construire le socialisme dans un pays paysan exigeant simultanément sa modernisation dans les conditions non-libérales, c'est-à-dire comment construire le socialisme tout en édifiant les conditions préalables. D'où toutes les confusions à propos de la N.E.P. de 1921, qu'on ne cessa jamais complètement d'envisager comme une "retraite", de traiter comme une concession faite pour sauver le pouvoir politique, alors que l'établissement contrôlé des relations marchandes devait être considéré comme une offensive, une nécessité économique imposée par le caractère pré-socialiste des tâches à accomplir en Russie.

La révolution russe, qui avait été exigée par le caractère arriéré du pays, mais suffisamment fort politiquement, en tant qu'autocratie impériale, pour refuser héroïquement son abaissement au rang de protectorat colonial de la Finance parasitaire mondiale, cette révolution déviait en socialisme d'État pour les mêmes raisons qui avaient fait son succès.

- En quoi consiste réellement **le côté négatif de Staline**, la déviation dans le socialisme d'État après 1934, qu'on nous grossit vicieusement, au nom du "goulag"? À y regarder de près, le véritable reproche qu'on peut lui faire, c'est de s'être abaissé au rang d'un grand chef civilisé, tel que Louis XI ou Pierre le Grand, fondant d'une main de fer l'État Moderne. Nos politiciens décadents qui jouent les horrifiés devant la brutalité stalinienne renient par-là même l'enfantement douloureux qui fut celui du "monde libre" qu'ils prétendent défendre ; outre qu'ils savent eux-mêmes se montrer d'une cruauté cynique, totalement gratuite, pour écraser les salariés-forçats ou les colonisés-parias qu'ils poussent à bout, dès qu'ils bronchent. Ce que démontre vraiment la Terreur stalinienne et son échec, c'est que les méthodes qui furent utilisées pour fonder l'ordre bourgeois et national ne sauraient convenir pour fonder l'ordre salarial et international. La dénonciation critique du stalinisme ne va pas plus loin que cela. On est bien loin, évidemment, des amalgames repoussants du type Staline = Hitler!
- Finalement, le socialisme d'État stalinien n'était qu'une solution petite-bourgeoise au défi que l'histoire lançait à la Russie d'édifier le pré-socialisme. La déviation stalinienne se ramenait à une panique de l'équipe stalinienne à l'égard de la paysannerie, panique complémentaire du culte insensé de la paysannerie pratiqué par Boukharine.

Le socialisme d'État qu'en Europe de l'Ouest les politiciens de gauche se contentaient de prêcher en 1900, Staline l'appliqua une génération plus tard, ce qui en fit une politique de secte de gauche au pouvoir. Ainsi se trouvaient identifiés les deux pôles petits-bourgeois, le réformisme et le révolutionnarisme.

Le socialisme petit-bourgeois sous forme de socialisme d'État, comme toute politique petite bourgeoise, n'était pas durable, parce qu'on ne peut se tenir longtemps à mi-chemin de l'émancipation sociale et de la barbarie sociale.

• Sous cet angle, le stalinisme a **quelque-chose à voir avec l'instauration ultérieure du capitalisme d'État** par la bourgeoisie rouge khrouchtchévienne. Cependant, cela ne permet pas de confondre stalinisme et khrouchtchévisme, le premier étant une déviation hors de la voie du socialisme, et le second une réaction tournant au capitalisme parasitaire. Une déviation laisse la porte ouverte au redressement, ce qui n'est

pas le cas d'une réaction complète. Le stalinisme a simplement rendu possible la 4ème défaite de 1956; cette possibilité devenant réalité, il a déterminé la forme prise par la réaction, c'est-à-dire le capitalisme parasitaire sous forme de capitalisme d'État, et la modalité d'évolution "pacifique" du socialisme d'État au capitalisme d'État.

La dénonciation de la déviation stalinienne de 1934 fut abandonnée, pour l'essentiel, à la réaction, aux politiciens de droite et de gauche et aux sectes opposées, anarchistes et fascistes.

• Mao Zedong seul, donna une riposte marxiste à la déviation stalinienne. Mais la critique du stalinisme par Mao resta presque exclusivement une condamnation dans la pratique, et ne parvint pas à se traduire théoriquement de façon systématique, point dont elle se rapprochait toujours plus à la lumière de l'expérience accumulée, sans pourtant l'atteindre. D'abord Mao se dissocia radicalement du stalinisme dès la Longue Marche, en prenant en compte le potentiel révolutionnaire de la paysannerie et en envisageant l'encerclement des villes par les campagnes. Ensuite, Mao se dissocia totalement de Staline en échappant au piège de l'anti-fascisme unilatéral (contre le Japon) et en combattant, le moment venu, avec la même vigueur le camp des "démocrates" en la personne des mercenaires américains de Tchang Kaï-Chek. Ensuite, après la victoire de 1949, Mao rompit avec le stalinisme en proscrivant le système fonctionnariste, la planification impérative, et la priorité donnée à l'industrie lourde "exploitant" la paysannerie. Enfin, Mao chercha immédiatement à tirer les leçons des révoltes de Pologne et de Hongrie de 1956, attaché indéfectiblement à parer à la déviation du socialisme d'État qui menace tout pays agraire, au moyen de la mobilisation politique des masses, sans égard pour les privilèges du Parti et de ses cadres. C'est ainsi que fut déclenchée la Révolution Culturelle. Mais la réponse théorique au stalinisme restait encore à systématiser, sans compter le retard de 35 ans pris sur sa critique nécessaire. De fait, les "maoïstes" extérieurs à la Chine ne donnèrent l'image que d'une nouvelle forme de sectarisme, succédant à l'anarchisme et au trotskisme. La réaction de Mao au stalinisme ne s'en tint pas néanmoins strictement au terrain de l'action. Nombre d'éléments théoriques épars furent déjà dégagés, et le fruit s'en trouve tout spécialement dans les œuvres philosophiques de ce grand maître, qui développent la théorie de la contradiction comme "noyau de la dialectique", c'est-à-dire la méthode attachée au mode de pensée émancipée requis par l'œuvre d'émancipation sociale du salariat.

\_\_\_\_\_

# Conclusion Le prophète Marx

## La mafia aux abois

Depuis 1848, les 150 ans de tourments qui opposent l'Émancipation Sociale et la Barbarie, au profit de cette dernière, constituent l'époque contemporaine.

Depuis la 4ème défaite de 1956, cette époque est en voie d'achèvement. L'analyse des événements permet d'envisager la victoire de la République Sociale dans un pays "riche" de l'Ouest, victoire qui se consolidera ensuite par l'établissement, au moins dans le principe, d'un Gouvernement Mondial.

Aujourd'hui, l'on peut dire que la Mafia financière dominante sur la planète se trouve réellement aux abois, et qu'un retournement décisif du rapport de forces en faveur du Peuple mondial, mettant fin au pré-marxisme, s'annonce sérieusement. Le conflit entre le Peuple et la Mafia financière ne sera pas pour autant achevé; il se développera dans des conditions neuves.

### • La faillite de la bourgeoisie rouge

Une fois saisi le véritable caractère de l'époque contemporaine, et une fois comprise la signification de la 4ème Défaite du Peuple, qui consista en l'instauration du capitalisme parasitaire en Russie sous la forme de l'accession au pouvoir de la "bourgeoisie rouge" khrouchtchévienne, quelle portée réelle ont les déclarations officielles concernant la "faillite du communisme"? En quoi ce bavardage confusionniste et démagogique est-il conforme à la réalité des choses? Il n'y a là que myopie historique, amalgame indigne entre République Sociale et Capitalisme d'État et, finalement, inversion intéressée de la nature des problèmes.

La débâcle des pays de l'Est, consacrée par la chute du Mur de Berlin, sert à évoquer indéfiniment la "faillite du marxisme".

L'intoxication officielle va son train, tout en évitant soigneusement de définir ce qu'il faut entendre par "marxisme". Léon Blum se disait marxiste; Lénine et Mao revendiquèrent le marxisme, mais aussi Pol Pot et les Brigades Rouges! Alors où en sommes-nous? Il est donc temps de procéder à l'analyse critique de la chute des pays de l'Est, c'est-à-dire de restituer cet événement relativement à la question sociale posée en 1848, et de l'évoquer comme un incident de la lutte finale qui se déroule depuis lors, pour donner une réponse à cette question.

Parmi cent autres spécimens, le bulletin de la Société de Bourse Meeschaert de juin 1993, donne une illustration de la myopie, de l'amalgame et de l'inversion des choses qu'affectionne la Mafia dominante :

"N'est-ce pas merveilleux! Il y a dix ans, des populations autrefois civilisées étaient privées de liberté et maintenues dans la stérilité économique et l'autarcie par le régime communiste. Or, ce que nul n'avait rêvé s'est passé. Le communisme s'est déstabilisé de l'intérieur. Ces peuples (russe et Chinois) se sont convertis à notre régime économique, sans qu'ils l'aient d'ailleurs parfaitement compris ; ils sont fascinés par notre abondance. Les dirigeants russes nous demandent de les aider. En achetant leurs produits (aux

chinois), nous les intégrons dans le réseau des peuples libres et leur permettons de progresser sur le chemin de notre civilisation. Hélas, ils concurrencent des producteurs européens et les mettent au chômage. Un peu de concurrence externe c'est stimulant, trop c'est traumatisant".

Où est la question sociale dans tout cela ? En Occident, nous bénéficions de la liberté, de l'abondance, donc le problème n'existe pas. Et pourtant il y a eu des communistes, sans qu'on sache pourquoi ; il y a des peuples convertis au capitalisme parasitaire, mais qui curieusement ne le comprennent pas ; et il y a un chômage effrayant à l'Ouest, qu'il faut pourtant considérer sans importance! Les économistes, à la solde des financiers, exorcisent le combat pour l'émancipation sociale en récitant, comme des illuminés, le psaume à la mode : "Marx est mort".

#### • Un vieux refrain

La politique de l'autruche n'est pas chose nouvelle. Voilà, entre autres, ce que déclarait en 1910 G. Sorel, grande vedette médiatique de son temps, à propos de la parution des "Prémisses" de Bernstein **en 1899** :

"Bernstein signalait les incohérences du système de Marx; la vie était introduite dans une doctrine jusqu'alors condamnée à la stérilité, mais c'était une décomposition du marxisme". De fait, au moment du coup d'éclat de Bernstein, au sein du parti socialiste, on raillait ceux qui attendaient le "grand chambardement". Les expressions telles que "la lutte émancipatrice de la classe ouvrière" ou "la conquête révolutionnaire du pouvoir" n'étaient plus comprises, surtout, à vrai dire, dans les milieux des permanents syndicaux; on y accusait même le parti de paralyser les syndicats par ses rêveries entretenues pour la forme sur l'État futur (cf. Aryel : Bernstein). En 1900 donc, à la vague du marxisme succédait la mode d'un anti-marxisme attaché à ridiculiser ceux nommés désormais les tenants de "dogmes périmés" (V. Pareto).

Plus tôt même que cela, et avant qu'il soit question du "croquemitaine marxiste", au lendemain de la 1ère Défaite du Peuple mondial de Juin 1848, parachevé par le coup d'État du 2 Décembre 1851 de Napoléon III, G. Weill raconte : "Le socialisme parut complètement ruiné **après le 2 Décembre**", et Louis Reybaud (expert en socialisme !) écrit en 1854 : "parler de lui, c'est faire son oraison funèbre". On se souvient de Garnier-Pagès jugeant le drapeau rouge de Février 1848 : "une toquade ridicule"... C'est ce qu'on appelle prendre ses désirs pour la réalité ? On le voit, ce n'est pas la première fois qu'on nous annonce la faillite du socialisme ou du marxisme. Le malheur est que ces fausses prophéties aboutissent à une vraie démoralisation, et qu'elles réussissent à désorienter et à diviser, pour un temps, certaines fractions du peuple. C'est d'ailleurs leur objectif ; la mafia financière n'ayant aucun avenir à proposer à l'humanité, elle doit se contenter de durer par tous les moyens.

La soula part de vérité que comportant les slogans de

La seule part de vérité que comportent les slogans de "faillite du socialisme" et de "ruine du marxisme", c'est qu'ils se rapportent à une défaite populaire à laquelle ont pris part, à chaque fois, des dirigeants du salariat, arborant drapeau rouge, faucille et marteau. Mais il faut avoir la vue très courte pour ne pas s'être aperçu que ces politiciens corrompus avaient

rallié le camp de la mafia financière, dont ils constituaient "le clan de gauche", et que leurs batailles perdues — ironie de l'histoire — étaient celles du capitalisme parasitaire.

Cependant, il faut convenir que, d'une part, le peuple prisonnier de la gangue préhistorique ne sait pas très bien distinguer ses amis de ses ennemis ; d'autre part, les éléments qui se proposent de remplir la fonction d'avant-garde, ne tiennent pas suffisamment compte de la réalité en plongeant leurs racines dans les profondeurs populaires. Les défaillances de la direction de l'émancipation sociale, les "déviations", se révèlent, toujours après coup, dans la volonté d'aller trop vite ou trop lentement au but final : le communisme. Elles sont surtout le résultat d'une analyse qui rapetisse l'objectif de l'émancipation sociale : la prise sur le présent n'est fragile que lorsque les chefs ne voient pas assez loin et assez grand.

### • La tradition républicaine

Dans la période où se manifesta le libéralisme social, de manière toujours plus forte et plus précise, de 1800 à 1850, il s'agissait de transformer l'idéal civilisé en réalité. Or, l'incarnation de cet idéal civilisé, que l'on nomme aujourd'hui "Socialisme" ou "Communisme", portait simplement le nom de République (1794). Cela, nous l'avons complètement oublié. Quand nos politiciens décadents ressassent leur attachement à la tradition républicaine, ils sont, comme en toute occasion, des truqueurs hypocrites.

Pour appuyer nos dires, citons G. Weill qui décrit l'état d'esprit régnant sous la Restauration, après l'élimination de Napoléon Bonaparte en 1815 :

"L'idée républicaine, qui se trouvait à l'origine des Sociétés secrètes, n'apparut presque jamais au dehors. Un des complices de Berton, **Sangé**, au moment de mourir sur l'échafaud, poussa le cri de "Vive la République" (1822). Les journaux de droite et de gauche le rapportèrent avec étonnement, tant le public étranger aux sociétés avait oublié le mot".

"Les étudiants évitaient de le prononcer ; le seul qui en parla un jour devant les juges fut **Rouen**, accusé d'avoir, lorsqu'on expulsa Manuel de la Chambre, crié "Vive Manuel! Vive la liberté! Vive la République!". Il dit au Tribunal correctionnel (1823) : "Vive la République? Ces paroles, proférées devant le public, et devant un public ignorant et à préjugés, seraient une inconséquence dans ma bouche. La majorité croirait qu'il s'agit du régime de 1794, et quelques prétendus savants, d'une parodie de Sparte ou de Rome. Il ne serait donc pas raisonnable à moi de proclamer publiquement que j'attache un prix à cette forme de gouvernement plutôt qu'à toute autre. Le public ne pouvait que se méprendre sur ma pensée. Au reste, je ne tiens nullement aux dénominations, et ce n'est jamais dans le titre du pouvoir central que je ferais consister le bonheur des citoyens et la prospérité du pays". Cette déclaration fit du bruit dans la jeunesse, on imprima le plaidoyer de Rouen, et plus tard les républicains le citèrent comme un précurseur (Raspail en 1835)".

Pour éclairer ce document, quelques observations s'imposent :

• L'opinion vulgaire, avant 1850, voyait dans la République le "régime de 1794", c'est-àdire la dictature plébéienne de l'An II, celle du Comité de Salut Public. Car, nos politiciens hypocrites, qui se réclament de la tradition républicaine, se gardent bien de réveiller ce souvenir de nos aïeux qui les effraie au plus haut point! En bref, avant 1850, on diabolise

dans l'opinion l'idée de République, comme on le fait aujourd'hui pour le communisme, et pour les mêmes raisons fondamentales.

- Les militants républicains de l'époque, du type de l'étudiant Rouen, savent très bien que la Terreur était un régime de guerre, exigé par la lutte contre l'alliance des émigrés et des monarques absolus d'Europe, lutte doublée de celle contre les Vendéens et Fédéralistes à l'intérieur, lutte entretenue par les subsides de la perfide Albion comptant bien tirer les marrons du feu. Ce à quoi les républicains sont alors attachés, c'est la Constitution de 1793, adoptée officiellement par le pays, mais dont l'application était suspendue jusqu'à la paix. Bien après, dans les rangs des Communards, on retrouvera cette référence à l'An II, seule réelle référence que l'on ait pour inventer la forme du gouvernement ouvrier. C'est donc au contenu social égalitaire de la Constitution que l'on est attaché, en avouant ouvertement que la "forme du gouvernement" n'a qu'un intérêt subordonné.
- Concernant la *forme politique*, on retient alors le terme de République, non pas dans le sens barbare que ce mot a pris depuis Cavaignac en Juin 1848, de régime du suffrage universel s'exerçant dans le cadre de l'État policier, mais dans le sens tout simple et inverse qui est le suivant : faire que la République ne soit pas une forme juridique de gouvernement, mais la "chose publique" qui consiste à prendre au mot la "souveraineté du peuple", proclamée par la bourgeoisie libérale, et à imposer donc une forme d'organisation politique civilisée, réellement conséquente. Autrement dit, faire que la République soit un système "représentatif", ne souffrant plus de restriction quant à la propriété privée, où la multitude est confinée dans la position de citoyens "passifs". Ainsi les fameux "trois pouvoirs" à l'anglaise, glorifiés par Montesquieu, se trouvent-ils métamorphosés :
- le pouvoir législatif devient celui des **"Clubs"**, ou assemblées populaires permanentes ;
  - le pouvoir exécutif se matérialise dans la **Garde Nationale**, ou milice citoyenne ;
  - le pouvoir judiciaire se traduit par le **jury**, ou jugement de chacun par ses pairs.

De cette façon, la République devient le régime même qui fait dépérir l'État. Tous les anciens fonctionnaires et les politiciens de métier deviennent de simples spécialistes embauchés par les civils, maintenus sous le contrôle permanent de ces derniers, responsables et révocables. Administrateurs, Militaires et Magistrats deviennent de simples agents techniques.

• Le contenu économique de la République républicaine va de soi. Étant donné que la réalité du pouvoir repose sur l'affranchissement de toute condition de fortune, sur l'abolition du "cens", le nouveau pouvoir ne peut qu'être l'instrument de la métamorphose planifiée de la propriété privée en propriété sociale. Les républicains de l'époque du libéralisme social abandonnent en fait, quoique encore confusément, les vieilles conceptions de la propriété sociale que sécrétait la société rurale, dans le sens de l'égalitarisme grossier, armé de la "loi agraire" et des "lois somptuaires", contraint d'exalter la médiocrité vertueuse. C'en est fait définitivement de l'idée de la propriété sociale selon le modèle du couvent généralisé, du despotisme communiste dont la dernière expression fut la république des Guaranis du Paraguay dirigée par les jésuites.

C'en est même fait, au fond, de la conception des Montagnards de l'An II de Robespierre, Saint-Just et Couthon, d'un collectivisme de petits propriétaires, de paysans

individuels. Cela, certes, était l'idée de la Rome républicaine sans les esclaves, c'est-à-dire chaque famille ayant réellement son bout de champ. Et cet idéal systématique de la Propriété privée sans l'Exploitation, on le voyait clairement comme exigeant l'action de la force collective, la dictature politique frappant sans relâche l'hydre inévitable de la différenciation en exploiteurs et exploités, à partir de la petite production imposée. Néanmoins, cette Terreur permanente, ne s'exerçant qu'au profit de la préservation de l'indépendance de chaque famille, était plus une dictature religieuse que politique.

La propriété sociale vers laquelle tendent secrètement les républicains de la période 1795-1848 est tout à fait celle qu'exige la société salariale. Prohibant tout étatisme par la souveraineté du peuple poussée à ses dernières conséquences, et excluant en même temps toute idéalisation de la petite propriété, ils s'orientent vers la seule forme progressive possible de propriété sociale, la seule cohérente avec la relève du système-argent du libéralisme bourgeois : la libre association économique, par laquelle les salariés se mettent collectivement à leur compte.

\_\_\_\_\_

## Marx et le communisme

L'étude sociale de l'époque contemporaine, depuis 1850, montre que Marx, loin d'être "mort", est plus actuel que jamais et réserve les plus grandes surprises à ceux qui l'ont trop rapidement enterré. Ceci, cependant, ne vaut qu'autant que sont tirées toutes les leçons de la 4ème défaite du peuple mondial, de l'avènement de la bourgeoisie rouge en Russie, et de la déviation stalinienne, celle du socialisme d'État qui fournit l'occasion de cette réaction dans le capitalisme d'État parasitaire, fardé du drapeau rouge.

Du fait de ce long égarement de 60 ans, à travers Staline et Khrouchtchev, et de l'idée du communisme des plus embrouillée et négative qui en a découlé, est-ce que la cause du salariat, celle de l'émancipation sociale, peut rester associée à la "chemise sale" du communisme? Rien n'est moins sûr! L'on pourrait dire, avec l'étudiant Rouen, que l'on "ne tient nullement aux dénominations".

Mais en attendant, à l'intention des fossoyeurs du communisme, nous reprenons les paroles de Pillot, compagnon de Dézamy, qui a organisé en juillet 1840 le premier banquet communiste : "L'empire de la sottise est à son terme ; donc celui de la science commence. Mais nous dira-t-on, si l'humanité ne veut pas du communisme ? Mais répondrai-je, si les pensionnaires de Bicêtre ne voulaient pas de douches ?"

De la même manière, nous reprendrons les paroles que d'Argenson lançait en 1834 à ceux qui agitaient le spectre de la "loi agraire" — comme en 1848 on ameuta les paysans en brandissant la menace des "partageux" — en disant du communisme qu'il ne peut être que le "croque-mitaine des imbéciles".

Qu'on le veuille ou non, et nous en reparlerons probablement plus tôt que certains ne pensent, Marx est, dans ces 150 années d'efforts douloureux pour résoudre la question sociale, celui qui vit réellement les choses en profondeur et plus loin que quiconque. Grégoire le Grand, ce pape imposant, disait : "Il faut être prophète pour comprendre les prophètes" ; c'est ce que ne seront jamais, évidemment, les détracteurs du communisme.

# Annexes

# HISTOIRE HUMAINE

La double activité matérielle de l'univers : intelligente et intelligible ; travail humain et fécondité naturelle ; de la sauvagerie au communisme libre. Fascicules disponibles Plan de publication Vol. Parution ENSEE (Dieu et la Science) /. SAGESSE TRADITIONNELLE \_(30p) 05/1991 (Annexe : l'Hindouisme) 2. SYSTEMES PHILOSOPHIQUES a)- Le Problème philosophique \_\_\_\_\_(23p) 09/1992 b) - (Les Mots et les Choses) (Annexe : l'Islam) : (Annexe : Freud et Einstein) (Annexe : Esotérisme et Occultisme) 3. PENSEE EMANCIPEE (Dieu et la révolution) \_\_\_\_\_(19p) 05/1991 La Pensée \_ (Annexe : Staline et le "matérialisme athée") (Annexe : le Riénisme de Dom Deschamps) (l'Etat et l'Argent) COMMUNAUTE 2. cite a)- La Souveraineté \_\_ 08/1992 \_\_\_\_(51p) (Annexe : crises périodiques et avant-guerres) J. SOCIETE CREATIVITE (Mystique et Art) L'Orientation (République Sociale Universelle) \_\_\_\_(26p) 10/1992 (Annoxo: Guerre et Civilisation) (Annoxe : Ecologie et Démographie) ---000---

# LA FIN DE LA PREHISTOIRE

Fascicules disponibles

Parution

Vol.

La barbarie contemporaine : de 1841 à nos jours

Plan de publication

1. L'OUEST	(64 <sub>p</sub> )	04/1992
(Annexe : Nazis et Terroristes (nihilistes) ; Millénar de Jéhova, etc) et Non-violents (Ahimsâ). Réformistes et Révolutionnaristes). (Annexe : les Verts (Ecologie).	istes (Té	moins
2. LE SUD	(71p)	04/1992
(Annexe : l'Islamisme).		
3. L'EST ******		
1/m La 4° défaite du peuple mondial	(43p)	09/1993
2/- (Bourgeoisie rouge et Gardes rouges : Krouchtchev et Jiang Qing)		
3/- Le socialisme à la chinoise de Deng Xiaoping	(18p)	05/1993



# Antimafia



de l'Ami du Peuple. D'abord, dévoilant ceux qui se préparaient à trahir la Révolution, Marat arracha sans pitié le masque des idoles du moment ; d'autre part, comme nous, (..) il voulait que la Révolution fût proclamée permanente. (Engels)

Je m'aperçus qu'à bien des égards nous imitions inconsciemment le grand exemple

Karl Mara

Marof

NUMÉRO SPÉCIAL - Février 1993

# La Belle Époque

## (Le nouvel Ordre mondial)

À la suite du Krach financier de 1987, que nos endormeurs officiels ont voulu nous faire passer pour l'éclatement salutaire d'une "bulle financière", c'est en réalité une période de tous les dangers qui s'est ouverte pour la planète. Cette période est celle de la crise aiguë et décisive de **l'ordre onusien** de démocratie dictatoriale sous leadership américain, qui fut établi il y a 50 ans (1945).

**Dans l'ensemble**, la nouvelle période est celle de **l'avant-guerre** déclarée, où la mafia financière internationale entraîne une nouvelle fois le peuple mondial. Il y avait eu tout d'abord **l'après-guerre**, ce que les crétins académiques appellent les "25 Glorieuses" (1945-1971). Ce n'était que le développement frénétique de moyens de destruction sans précédent, sous le règne du Dollar, avec seulement des "retombées civiles" de la "technologie de défense". Puis il y eut 15 années de **crise** économique proprement dite (1971-1987), issue de la remontée des anciens "vaincus" : Allemagne et Japon. La crise s'exprima par l'éclatement du "système monétaire international". Tout le poids en fut, bien sûr, rejeté sur le peuple mondial, par la compression sociale des Forçats à l'Ouest et des Parias du Sud.

Depuis 1988, c'est donc une nouvelle période de fuite en avant, le développement de l'avant-guerre proprement dit. Seulement, il ne peut plus s'agir à présent que d'une marche forcée vers la Première guerre véritablement mondiale. Du même coup, le conflit en perspective ne peut être que la **dernière Guerre Mondiale**: ayant pour la première fois comme but l'hégémonie militariste intégrale de la planète, l'embrasement sans précédent qui nous est promis, verra l'aspect guerre **civile** prendre nécessairement très vite le pas sur l'aspect guerre étrangère.

\_\_\_\_

À l'Ouest, la nouvelle période en cours est celle de l'effondrement du capitalisme bureaucratique ("économie mixte") mis en place il y a 50 ans. Il s'agit de la forme dernière du capitalisme parasitaire inauguré il y a 150 ans, succédant donc au capitalisme spéculatif (les sociétés anonymes et la Bourse) puis au capitalisme monopoliste (les ententes, holdings et la monnaie dirigée ou Open Market policy). Le capitalisme bureaucratique se caractérise par les Nationalisations et le Plan indicatif, l'hégémonie des Investisseurs Institutionnels.

La faillite du capitalisme bureaucratique nous porte directement vers l'économie de guerre, l'autarcie et la conscription officielle des salariés dans les **entreprises-casernes**. La faillite du capitalisme bureaucratique élimine l'ancien clivage politique à usage interne, en droite/gauche de la Mafia dominante et sa redistribution en deux clans à préoccupation géopolitique, sur le modèle "démocrates"/fascistes.

Le capitalisme bureaucratique, ayant produit les Familles de salariés-forçats à l'Ouest, est la preuve décisive que la "sécurité" des ménages de l'Ouest ne sera jamais conquise que dans le cadre de la **Coopération Générale** à laquelle vise la République Sociale Universelle.

**Au Sud**, la nouvelle période en cours est celle de l'effondrement du **néo-colonialisme**, c'est-à-dire de la domination colonialiste "à l'américaine", s'exerçant de façon "anonyme" sous le couvert des "indépendances", sous la forme déchaînée de la razzia intégrale effectuée par la Finance et l'étranglement impitoyable par la Dette.

La suite de l'effondrement du néo-colonialisme est la ruée des blocs mafieux de l'Ouest pour la folle Reconquête directe des territoires du Sud, comme "sources d'approvisionnement" et "positions stratégiques".

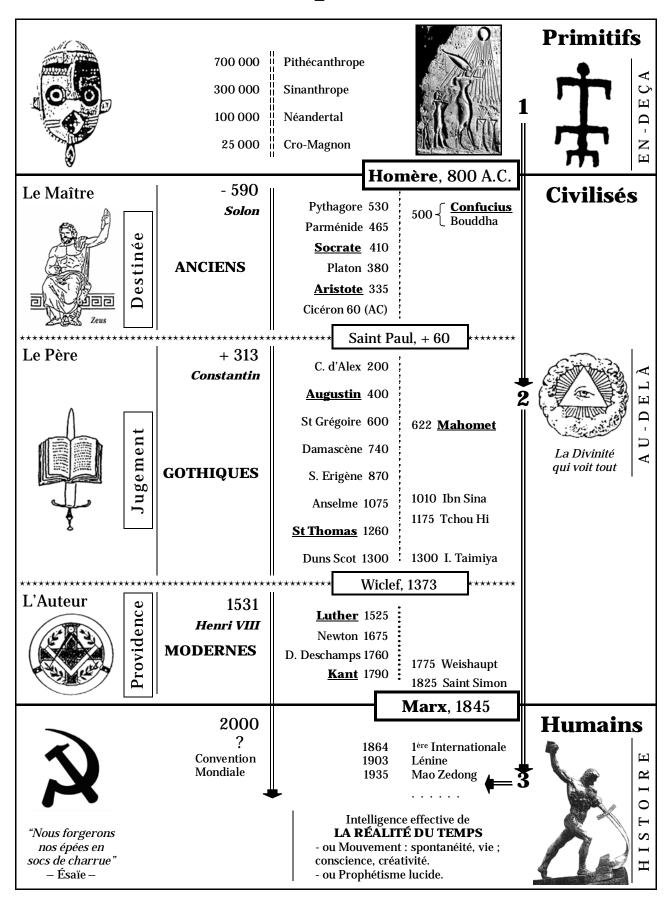
La domination néo-coloniale est la forme dernière de l'impérialisme inauguré il y a 150 ans ; elle fait suite aux **Possessions** métropolitaines gérées par des gouverneurs militaires, auxquelles succédèrent les **Protectorats** (ou Dominions) c'est-à-dire la vassalisation "à l'anglaise". Le néo-colonialisme, lui, s'appuie sur l'indépendance nominale des contrées pillées, donc ouvertes à tous les vents de la Finance, le "sale boulot" de la gestion locale étant laissé à des équipes de fantoches indigènes.

Le néo-colonialisme, ayant produit les États-prolétaires complets du Sud, est la preuve décisive que l'"indépendance" des peuples du Sud ne sera jamais conquise que dans le cadre de la **Nation Humaine** à laquelle vise la République Sociale Universelle.

Freddy Malot – février 1993

50

# Les Métamorphoses de la Foi



# Le grand Guignol

I

Tous les partis avaient promis, La liberté, celle des banquiers. Tous les partis avaient promis, Des marchands d'armes, l'égalité. Le Peuple en a assez, C'est eux les étrangers!

II

Ils avaient dit : trompons les gens, À droite les gros insolents. Ils avaient dit : c'est des enfants, À gauche les caméléons. Le Peuple en a assez, Les voilà démasqués!

III

Les syndicats, faux mécontents,
C'était bla-bla et division.
Ils prétendaient : "on vous défend",
C'était chantage et diversion.
Le Peuple en a assez,
Vive nos délégués!

IV

Il fallait être corrompus,
Autrement c'était la prison.
Être intégrés, c'était vaincus,
Autrement gare à la Légion.
Le Peuple en a assez,
Courrons les désarmer!

V

On nous vantait le Capital, L'État-patron, les trafiquants. Fallait rester, c'était normal, Méprisés et troupeau mendiant. Le Peuple en a assez, Faisons-nous Associés!

#### **Refrain:**

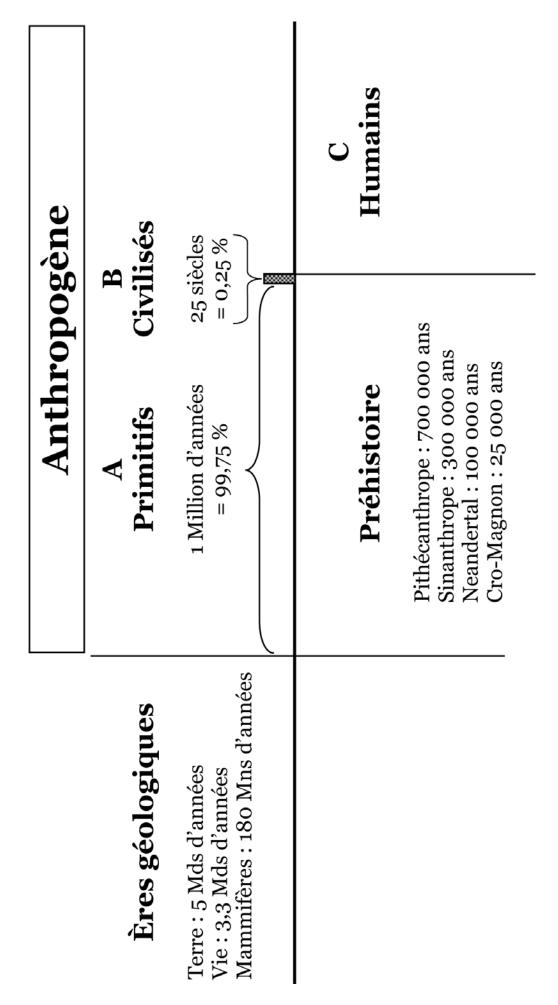
À bas le grand guignol,
Plus d'illusions, il est grand temps,
À bas le grand guignol,
Faisons l'union en combattant!

Oui on est là, c'est comme ça, fallait pas, Mettre en colère le salariat! Ah, ça plait pas, tant mieux, va! Les ploutocrates, on les vaincra!

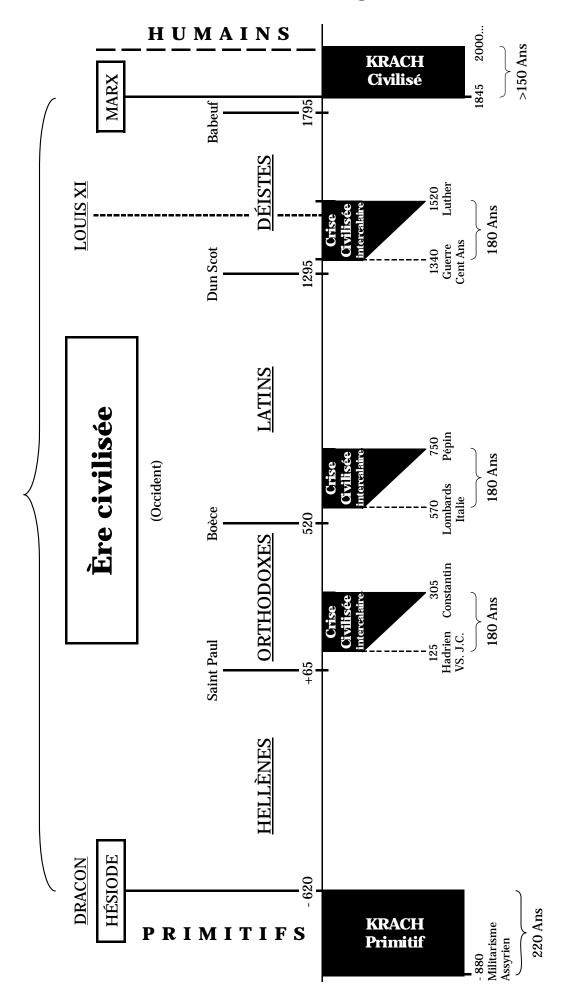
Freddy Malot – 17 octobre 1995

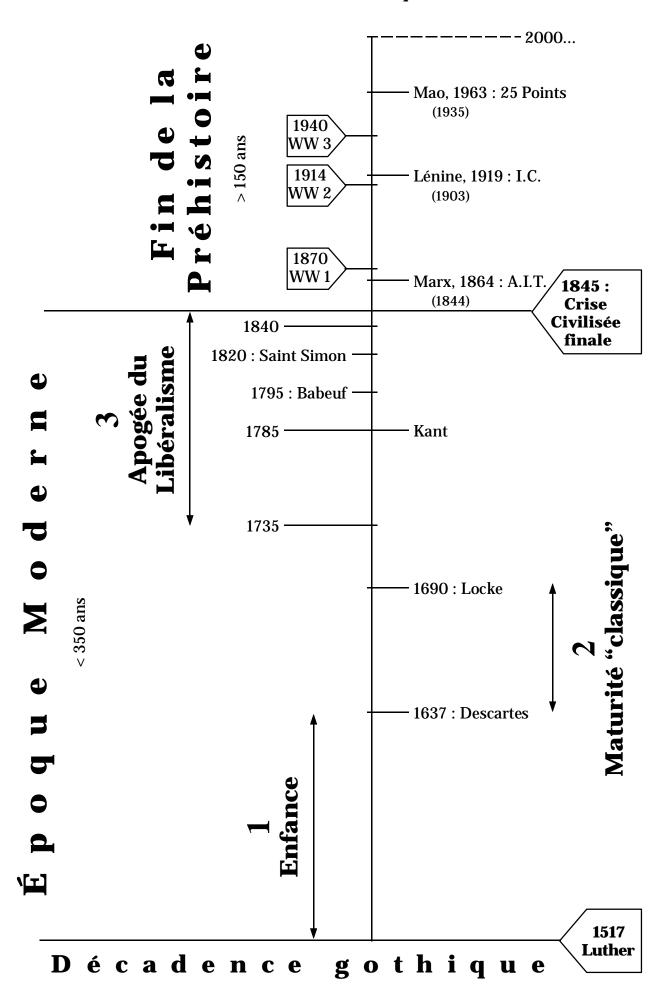
# Le grand Guignol se chante sur l'air de la Carmagnole.

La Carmagnole a été la chanson la plus populaire de la Révolution française. Elle date de 1792 au moment où l'Assemblée vote la convocation de la Convention et l'emprisonnement du roi. Mais depuis, elle a reparu à toutes les périodes révolutionnaires du 19ème siècle, en 1830 comme en 1848 et 1871, avec de nouveaux couplets à chaque fois. Le çaira est à l'origine une chanson bien distincte mais qu'on a l'habitude de chanter comme le refrain de la Carmagnole.



L'Est – La 4ème Défaite du Peuple mondial





# **Table**

# L'Est – 1ère partie

# La 4<sup>ème</sup> Défaite du Peuple mondial

Introduction : Le défi, la "mort de Marx"	3
I – Le 25 Février 1848	
1- La République Démocratique	
2- La République Sociale	
3- La République Rouge	
II – La Question Sociale	
1- Sa nature : L'aliénation du Salariat	11
2- Son origine : Le libéralisme social	12
III – La Compression sociale	16
1- L'époque contemporaine	17
2- La barbarie sociale	19
IV – L'Émancipation sociale	23
1- Les 4 défaites	24
2- Commentaires	25
3- Les 4 succès	27
V – L'Action Émancipatrice	
1- État et Argent	
2- Les caractères de notre cause	32
3- Hitlérisme et Stalinisme	35
VI – La Pensée émancipée (à paraître)	
Conclusion : Le prophète Marx	39
1- La mafia aux abois	40
2- Marx et le communisme	45
Annexes	
Plan : - Histoire Humaine	47
- La fin de la Préhistoire	48
Antimafia : La Belle Époque	49
Métamorphoses de la Foi	
Le Grand Guignol	
Anthropogène	
Ère Civilisée	
Époque moderne	
1 1	

**56**